

From Archaeology to Heritage Expertise:
Dialogues and Misunderstandings around Heritage Inventory and
Safeguarding in Figuig, Morocco

**De l'archéologie à l'expertise patrimoniale:
Dialogues et incompréhensions autour du projet d'inventaire
et de sauvegarde des patrimoines de l'oasis de Figuig au Maroc**

Laurence Gillot

Université Paris Cité, UMR 8210 ANHIMA

Abstract: This paper presents an archaeological and heritage inventory project in the oasis of Figuig in Morocco, based on our own field experience, the archives of the mission and a socio-economic and historical approach of Moroccan archeology. This program, carried out since 2006 by French and Moroccan researchers, with the support of the municipality of Figuig and the associations, has the characteristics of the “new archaeology”: a social, collaborative and applied discipline, in which various actions are deployed to value and valorize the archaeological heritage. Despite the late and off-center character of the excavations carried out at Figuig, the article shows how this site testifies the way in which archeology is practiced, today, and sometimes with difficulties, in Morocco. With limited resources, and a relative public support, favoring a few large programs in selected sites to the detriment of so many others, archeology in Morocco is both heir to a long tradition established at the time of the Protectorates, and the fruit of a local and national development which has enabled it to renew itself. On the field, actors with multiple cultures encounter. Thus, their varying relationship to ruins can be a source of misunderstandings and conflicts. Ultimately, it would seem that the issue facing Moroccan archeology is not so much to escape the various uses to which it may be subject as to train a generation of researchers aware of these “horizons of expectation,” and able to dialogue with other forms of expertise.

Keywords: Archaeological Practice(S), Heritage Policies, Ruins Perceptions, Collaborative Science.

Introduction

Le projet “archéologie, architecture et patrimoine de l'oasis de Figuig,” initié en 2006 dans le cadre d'une convention entre l'Université Paris Diderot (Paris 7), l'École Nationale Supérieure d'Architecture Paris-Val-de-Seine (ENSAPVS) et la municipalité de Figuig,¹ et porté depuis 2014 par la mission conjointe franco-marocaine associant l'Université Paris Diderot (devenue Université Paris Cité en 2020), l'ENSAPVS et l'Institut National des Sciences de l'Archéologie et du

1. Nous utiliserons ici le terme de municipalité pour désigner la commune territoriale ou urbaine de Figuig, statut qu'elle obtint en 2002, (Voir *infra*).

Patrimoine (INSAP), comprend des opérations de fouilles archéologiques ainsi que des actions d'inventaire et de valorisation des patrimoines de l'oasis de Figuig au Maroc, inscrites dans une perspective pluridisciplinaire et internationale. Les archéologues français et marocains ont travaillé étroitement avec des chercheurs d'autres horizons disciplinaires, des acteurs institutionnels, des associations et des citoyens locaux et extra-locaux, en vue, notamment, d'inscrire Figuig sur la liste du patrimoine national et de préparer une demande d'inscription de l'oasis, en tant que paysage culturel, sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco.²

À l'heure actuelle, toutefois, ce processus de patrimonialisation semble aller à reculons. Pour en comprendre les raisons, j'analyserai les dynamiques qui se sont tissées autour de ce programme en présentant autant les succès que les échecs, particulièrement révélateurs de conflits mémoriels, de conflits d'usage et d'incompréhensions entre les différents partenaires du projet.³ À partir d'un corpus constitué des archives de la mission (carnets de fouille, entretiens, observations, procès-verbaux de réunions, courriers administratifs), et d'une mise en perspective avec l'histoire sociale de l'archéologie marocaine, j'analyserai le double processus de construction et de déconstruction patrimoniale à l'œuvre à Figuig, où la pratique de l'archéologie est constamment mise à l'épreuve du fait d'enjeux à la fois politiques, sociaux et économiques. Je soulignerai également comment, à partir de l'expérience de l'expertise patrimoniale, mes conceptions initiales de la discipline archéologique, et du patrimoine, ont été transformées. Il s'agira aussi de considérer en quoi le cas de Figuig donne à voir comment l'archéologie se pratique aujourd'hui au Maroc.

Pour ce faire, j'aborderai premièrement les particularités de l'histoire de l'archéologie à Figuig, en essayant de comprendre le paradoxe entre le riche potentiel archéologique de cette oasis et de sa région et la relative pauvreté des recherches effectuées à ce jour. Deuxièmement, je préciserai les contours de la pratique archéologique, telle qu'elle s'est développée ces dix dernières années dans le cadre de notre mission conjointe. Deux chantiers, celui du *qsar* des *Ouled Jaber* et celui du mellah du *qsar Loudaghir*, seront présentés à titre d'exemple. Troisièmement, j'analyserai, à travers le récit de quelques situations, les points de convergence et de divergence entre les différents partenaires, dont le rapport au passé, comme aux ruines, est loin d'être univoque. En définitive, il s'agira de souligner la nature profondément dynamique et dialogique de la discipline archéologique pratiquée au

2. Le site figure sur la liste du patrimoine national marocain depuis 2011 ainsi que sur la liste indicative du Maroc auprès de l'UNESCO (<https://whc.unesco.org/en/tentativelists/5625/>).

3. Si cet article est rédigé à la première personne, et rend compte d'une analyse personnelle d'un travail collectif, en lien avec mes propres recherches sur l'histoire de l'archéologie (Maroc, Syrie), je tiens à remercier toutes les personnes qui ont participé ou participent à ce projet, en particulier Jean-Pierre Vallat, André Del, Saghir Mabrouk, Judith Schlanger, Cinzia Tavernari, Gwenaëlle Janty, Mariane Cohen, Maurizio Cafarelli ainsi qu'Amar Abbou, Mustapha Lali, Brahim Bahou et Abderahmane Benkeroum. Sans ce travail collaboratif, sans nos échanges, discussions et parfois, aussi, divergences, ce travail réflexif n'aurait pu être possible. En outre, j'adresse une pensée toute particulière à celui sans qui l'archéologie figuiguienne n'aurait vu le jour, et qui, à l'heure d'écrire ces lignes, nous a quittés, bien trop tôt: Jean-Pierre Vallat.

Maroc aujourd'hui, tout en analysant les tensions qui la traversent. Enfin, et dans la mesure du possible, j'en esquisserai les trajectoires futures.

Figuig, une ville à la périphérie de l'archéologie marocaine

Figuig est une oasis de la région de l'Oriental au Maroc, située sur la frontière avec l'Algérie, à environ 400 km au Sud de la Méditerranée et à 7 km de la ville algérienne de Beni Ounif. Sa situation stratégique aux portes du désert permit à Figuig de jouer, tout au long de son histoire, le rôle de relais sur les axes du commerce caravanier transsaharien et sur l'axe sub-saharien est-ouest. Entre les XI^{ème} et XIII^{ème} siècles, son rayonnement culturel, scientifique et économique dépassait l'échelle régionale. Lieu de refuge, l'oasis de Figuig a connu des vagues successives de peuplement par des populations d'origines géographiques et ethniques variées (nomades, Berbères, Andalous, Africains ou Juifs). Composée d'un ensemble traditionnel de *qsur* et d'une palmeraie (fig. 1), l'oasis de Figuig est également considérée comme un patrimoine historique, architectural et archéologique à forte valeur culturelle. Elle est caractérisée à la fois par une longue et riche tradition de constructions de terre regroupées en un tissu dense (les *qsur*), par sa palmeraie traditionnelle et par son système d'irrigation constitué de *foggaras* (puits), bassins échangeurs et canaux.⁴

Le potentiel archéologique de la région a très tôt été reconnu par les voyageurs qui ont sillonné la région de l'Oriental et séjourné à Figuig dès le XVI^{ème} siècle, de même que, à la fin du XIX^{ème} siècle, par les officiers, diplomates et savants dépêchés par le pouvoir colonial français.⁵ De surcroît, l'écriture de l'histoire de Figuig et de la région de l'Oriental repose sur une longue tradition inaugurée par les historiens locaux.⁶ Pourtant, force est de constater un nombre important de lacunes dans notre

4. Abdellatif Bencherifa et Herbert Popp, *L'oasis de Figuig: persistance et changement*, série Essais et études no. 3 (Passau, Rabat: Passavia Universitätsverlag; Publications de la Faculté des lettres et des Sciences humaines de Rabat, 1992); Jean-Pierre Vallat (ed.), *Le patrimoine marocain* (Paris: L'Harmattan, 2014), 24-30.

5. Parmi eux, citons les travaux du géographe Emile-Félix Gauthier, auteur de plusieurs articles dont "Rapport sur une mission géologique et géographique dans la région de Figuig," *Annales de Géographie* 14/74 (1905): 144-66 et "La source de Tzaddert à Figuig," *Annales de Géographie* 26/144 (1917): 453-66. Citons également le récit d'Edmond Doutté, "Figuig: notes et impressions," *Bulletin de la Société de Géographie de Paris* VII (1903): 177-202. Ce dernier fait part de la difficulté d'explorer cette région aux populations insoumises. Ainsi, les travaux d'exploration sont considérés à la fois comme la condition et la suite logique des efforts de pacification de la région par les Français. Ils revêtent aussi un caractère interdisciplinaire en ce sens qu'il s'agit de topographier le territoire, d'en étudier les populations, l'économie, le fonctionnement politique, et d'en retracer l'histoire. L'essentiel des données recueillies par ces explorateurs est de nature orale, les archives écrites faisant défaut, et il n'est pas encore question de procéder à de véritables fouilles archéologiques. Seule exception, les études sur les gravures rupestres de Georges Barthélémy-Médéric Flamand, *Note sur deux "pierres écrites" (Hadjra Mektouba): Dessins rupestres provenant d'El-Hadj-Mimoun, région de Figuig (Sud-Oranais)* (Angers: A. Burdin, 1897) et Ernest-Théodore Hamy, "Note sur les figures et les inscriptions gravées dans la roche à El Hadj Mimoun: près Figuig," *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 26^e année, 2 (1882): 98-103.

6. El-'Arabī Hilālī, *Figīg, Tārīkh, wathāiq wa-mā'ālim: al-masjid al-'atīq wa-as-sawma'a al-ḥajariyya bi Figīg* (Tanja: al-maṭābī' al-maghribiyya wa al-dwliyya, 1981); Aḥmad Mzyān, *Figīg. Musāhama fī dirāsāt al-mujtama' al-wāḥī al-maghribī khilāla l-qarn al-tāsi' ashār (1845-1903)* (Ar-ribāt: Maṭba'at al-fajr al-jadīd, 1988).

connaissance de cette histoire sur le temps long, depuis la préhistoire jusqu'à nos jours. Notamment, la particularité de l'historiographie marocaine réside dans la disparité des sources, écrites et orales notamment, et dans le rapport complexe entre une histoire qui se veut la plus objective possible et une mémoire alimentée par des enjeux non strictement scientifiques.⁷

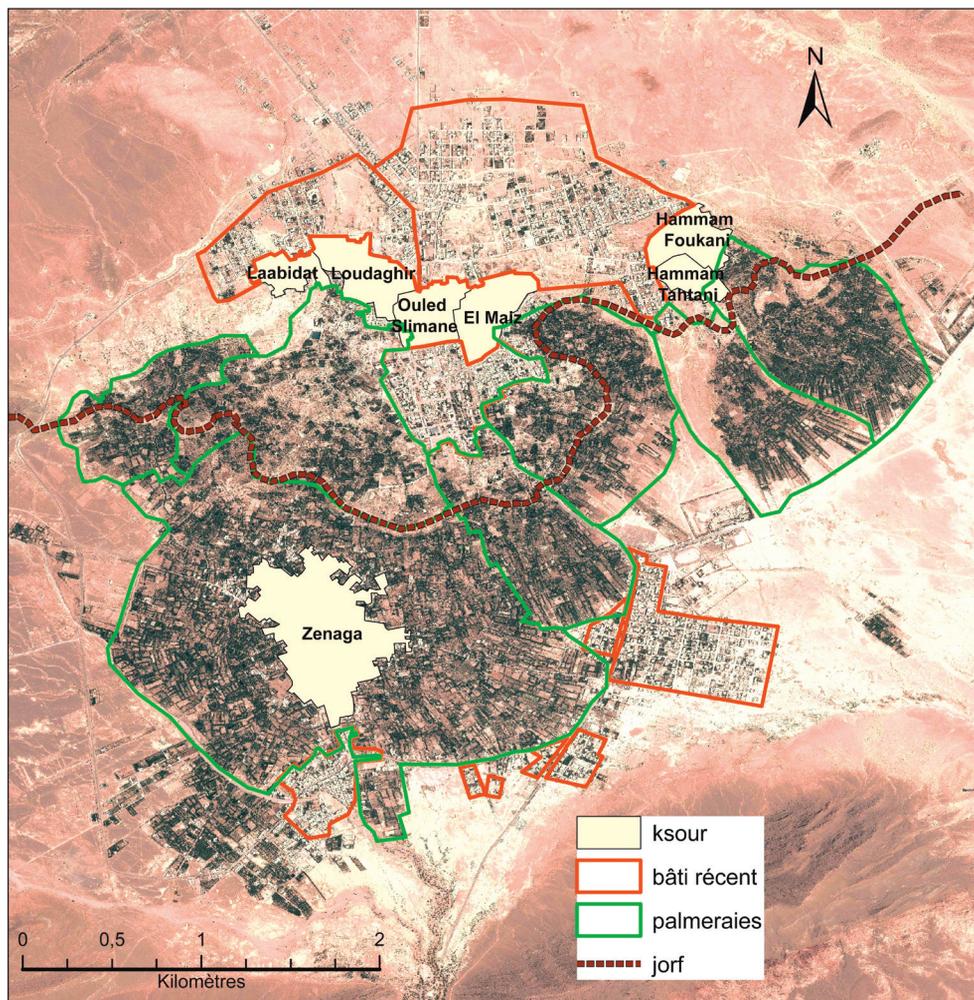


Fig. 1: L'oasis de Figuig, ses qsur et la palmeraie, (© André Del et Gwenaëlle Janty, 2011)

Pour comprendre le fait que Figuig soit longtemps restée en marge de la recherche archéologique, il faut invoquer la particularité de l'archéologie qui s'est développée au Maroc, d'abord sous les protectorats français et espagnol

7. Yasser Benhima, "Le Maroc à L'heure du Monde (XV^{ème}-XVII^{ème} siècle). Bilan clinique d'une historiographie (dé)connectée," *L'année du Maghreb* 10 (2014): 255-66; Anouk Cohen, "Ecrire aujourd'hui à Rabat et à Casablanca: témoigner et laisser trace," *L'année du Maghreb* 10 (2014): 59-78.

(archéologies dites “coloniales” de 1912 à 1956),⁸ ensuite à partir de l'indépendance du pays (archéologie “postcoloniale” et “nationale”). L'archéologie pratiquée au Maroc aujourd'hui est en effet héritière de traditions qui ont longtemps privilégié le nord et l'ouest du pays, ainsi que les vestiges monumentaux situés en milieu urbain ou les traces d'occupation préhistorique. Dès le XIX^{ème} siècle, les recherches se sont ainsi focalisées sur les gravures rupestres, les vestiges puniques, les villes antiques, ou encore des monuments islamiques.⁹ Espagnols et Français se consacrent à l'exploration de grands sites, Lixus et Tétouan pour les premiers,¹⁰ Volubilis pour les seconds,¹¹ avec une prédilection pour la recherche des niveaux préislamiques.

L'archéologie nationale, telle qu'elle s'élabore à partir de l'indépendance du Maroc en 1956, poursuit ces chantiers en élargissant toutefois son champ d'investigation aux niveaux islamiques et à d'autres sites, moins monumentaux et ruraux, dans le cadre de missions conjointes (franco-marocaines principalement) et du développement d'approches interdisciplinaires et régionales donnant lieu à la réalisation de cartographies archéologiques, principalement dans le nord-ouest du Maroc.¹² Dans le domaine de l'archéologie islamique et médiévale, développé plus

8. Nous utilisons l'expression au pluriel pour évoquer les diverses modalités de mise en œuvre de l'archéologie sous les Protectorats français et espagnol, que nous n'aborderons toutefois pas dans le cadre de cet article. Sur ces questions, voir notamment Hédi Dridi et Antonella Mezzolani Andreose, *Under Western Eyes. Approches occidentales de l'archéologie nord-africaine (XIX^e-XX^e siècles)* (Bologne: Philainos, 2015).

9. Durant la période pré-coloniale, à la fin du XIX^{ème} siècle, les premières investigations espagnoles sont consacrées à Tétouan pour étudier les monuments et inscriptions de la ville, et collecter des objets d'art. Les investigations françaises se focalisent quant à elles sur les ruines antiques, en particulier romaines, dans une démarche visant à établir le lien de filiation entre la mission civilisatrice des Romains dans l'Antiquité et celle des Français, à l'aube du XX^{ème} siècle, en Afrique du Nord. Voir e.a. Annie Arnaud-Portelli, *L'exploration archéologique de l'Afrique du Nord des premiers voyageurs au XVIII^{ème} s. à l'indépendance (Maroc, Algérie) d'après les documents publiés*. Thèse de doctorat en Archéologie sous la direction de René Rebuffat, (Université Paris 4, 1991); Ahmed Siraj, “De la pré-archéologie à l'archéologie du Maroc,” in *L'Africa Romana*, atti del XIII Convegno di studio, Djerba, 10-13 décembre 1998, eds. Mustapha Kanoussi, Paola Ruggeri et Cinzia Vismara, vol. II (Rome: Carocci editore, 2000), 817-23.

10. Voir notamment Maragarita Díaz-Andreu, “The Archaeology of the Spanish Protectorate of Morocco: a Short History,” *African Archaeological Review* 32 (2015): 49-69; José Beltran Fortes et Mohammed Habibi, *Historia de la arqueología en el norte de Marruecos durante el período del protectorado y sus referentes en España* (Sevilla: Universidad Internacional de Andalucía, Departamento de Prehistoria y Arqueología, 2008).

11. Voir notamment Louis Chatelain, Raymond Thouvenot et Armand Ruhlmann, “Les origines des fouilles de Volubilis,” *Publications du Service des Antiquités du Maroc* 3 (1937): 5-9.

12. René Rebuffat, “La carte archéologique du Maroc,” *Les nouvelles de l'archéologie* 124 (2011), mis en ligne le 30 septembre 2014 (<http://journals.openedition.org/nda/1414>; DOI: <https://doi.org/10.4000/nda.1414>). Sur l'élargissement des cadres temporels voir Ahmed S. Ettahiri, Abdallah Fili et Jean-Pierre Van Staëvel, “Nouvelles recherches archéologiques sur la période islamique au Maroc: Fès, Aghmat et Îgîlîz,” in *Villa 4. Histoire et archéologie de l'Occident musulman (VII^e-XV^e siècle): Al-Andalus, Maghreb, Sicile*, ed. Philippe Sénac (Toulouse: CNRS, Université Toulouse Le Mirail, 2012), 157-81.

Et enfin, sur les recherches françaises et franco-marocaines: Eve Gran-Aymerich, “L'archéologie française au Maghreb de 1945 à 1962,” in *Savoirs historiques au Maghreb. Construction et usages*, eds. Sami Bargaoui et Hassan Remaoun (Oran: CRASC, 2006), 243-65; André Bazzana et Hamady Bocoum

récemment à partir des années 1970,¹³ Figuig est encore relativement absente ou en marge des programmes portant soit sur l'habitat vernaculaire, en particulier sur les *kasbah* et *qsur* de l'Atlas,¹⁴ soit sur les cités caravanières, comme Sijilmasa.¹⁵ De surcroît, alors que l'archéologie au Maroc connaît un essor à partir des années 1980 et la création de l'INSAP,¹⁶ la région de l'Oriental demeure en marge de cette dynamique, à l'exception des investigations sur la période préhistorique. En effet, la région, dont les gravures rupestres ont fait l'objet de travaux de reconnaissance dès le XIX^{ème} siècle,¹⁷ fait depuis lors l'objet d'investigations plus soutenues, en témoigne notamment l'analyse des sommaires du *Bulletin d'archéologie marocaine*.¹⁸ Cet essor est, comme ailleurs au Maroc, lié au développement de recherches pluridisciplinaires et internationales.¹⁹ Toutefois, Figuig et sa région demeure relativement en marge de ces évolutions.

Cette situation, me semble-t-il, s'explique à la fois par des raisons propres à la discipline archéologique mais aussi par d'autres facteurs externes, d'ordre

(eds.), *Du Nord au Sud du Sahara: cinquante ans d'archéologie française en Afrique de l'Ouest et au Maghreb: bilan et perspectives*. Actes du colloque organisé par le ministère des Affaires étrangères, Direction générale de la coopération scientifique, universitaire et de recherche, Division des sciences sociales et de l'archéologie, Paris, 13-14 mai 2002 (Paris: éd. Sepia, 2004).

13. Sur l'histoire de l'archéologie islamique et médiévale: Joudia Hassar Benslimane, "L'archéologie islamique au Maroc et son apport à l'Histoire," *Bulletin de la Classe des lettres et des sciences morales et politiques* IV, 7/12 (1993): 457; Abdallah Alaoui, Ahmed S. Ettahiri et Abdallah Fili, "L'archéologie islamique au Maroc. Les acquis et les perspectives," in *Maroc médiéval: un empire de l'Afrique à l'Espagne*, eds. Yannick Lintz, Claire Delery et Bull Tuil-Lionett (Paris: Musée du Louvre-Hazan, 2014), 44-7; Abdallah Fili, "L'archéologie médiévale au Maroc, les limites et les acquis," *Hespéris-Tamuda* LIV, 2 (2019): 39-66.

14. Ettahiri, Fili et Van Staëvel, "Nouvelles recherches."

15. Voir à ce titre Clémentine Gutron et François-Xavier Fauvelle, "Comment naissent les ruines. Souvenirs de ville, désir d'archéologie à Sijilmâsa (Maroc)," *Genèses* 110/1 (2018): 32-54. Il serait intéressant de comprendre pourquoi le développement de l'archéologie de ces deux sites, qui partagent des points communs, est aussi différent.

16. Pour un aperçu des programmes actuels de l'INSAP, se reporter au site internet: https://insap.ac.ma/?page_id=847.

17. Les recherches préhistoriques au Maroc ont débuté dès la deuxième moitié du XIX^e siècle dans l'Oriental. Voir note 4.

18. L'analyse des sommaires du *Bulletin d'archéologie marocaine*, créée en 1956, est intéressante à plusieurs titres. Elle montre toute d'abord la structuration ancienne de l'archéologie marocaine entre le champ préhistorique et le champ classique. À partir des années 1980, une nouvelle division est opérée en trois parties: préhistorique, préislamique et islamique. C'est dans ce cadre, et celui de l'élargissement géographique des travaux portés par la mission préhistorique, que l'archéologie de la région de l'Oriental se développe (8 articles en 20 ans). Néanmoins, aucun article exclusivement consacré à Figuig n'y figure, à l'exception de celui que nous venons de publier en 2020.

19. Depuis la fin des années 1990, des travaux d'inventaire et de fouilles ont été effectués par des chercheurs de la faculté des sciences relevant de l'Université d'Oujda, de l'Institut Català de paleoecologia Humana i Evolciô Social (IPHES, Espagne) et du ministère de la Culture marocain (INSAP en particulier). L'on peut également lire dans de récentes publications scientifiques et grand public un tel regain d'intérêt et la reconnaissance du rôle de la région dans l'histoire du Maroc. Voir par exemple Jean-Pierre Augas, Abdelaziz El Idrissi, Aziz Ballouche, Philippe Marinval et Brahim Ouchaou, "Le Néolithique ancien au Maroc septentrional: données documentaires, sériation typochronologique et hypothèses génétiques," *Bulletin de la Société préhistorique française* 105, no. 4 (2008): 787-812.

géo-historique, socio-politique et économique. Mentionnons tout d'abord le fait qu'aucune ruine antique, *stricto sensu* (entendons "romaine"), n'y ait été découverte. À cela s'ajoute le fait que l'architecture des *qsur* de Figuig est une architecture de terre, particulièrement complexe à identifier, fouiller et préserver. Ensuite, la situation géo-historique même de Figuig, à cheval à la frontière entre l'Algérie et le Maroc, l'a placée en dehors des frontières historiques des territoires occupés par les comptoirs phéniciens, de la Maurétanie tingitane de l'Antiquité, ou encore des territoires sous domination arabe.²⁰ De plus, la découverte de Figuig a été souvent associée à celle de l'Algérie voisine, et, dans les récits de voyages et prospections d'époque pré-coloniale, Figuig apparaît plus comme un "pays" aux limites floues que comme une ville unitaire. En effet, Olivier de Sanmartin²¹ démontre qu'historiquement, "le Figuig" mentionné dans la littérature coloniale désigne un ensemble oasisien, une région, un petit pays. Diverses sources font ainsi référence à un ensemble d'une vingtaine de *qsur* au milieu du XIX^{ème} siècle, tandis qu'au début du XX^{ème} siècle, les textes en mentionnent une douzaine. L'oasis était jusqu'au début du XX^{ème} siècle relativement indépendante du pouvoir central et dotée d'institutions propres et rivales, les *qsur* et *jema*.²² Elle s'est ensuite progressivement trouvée confinée dans un espace contrôlé successivement par le colonisateur français et la monarchie marocaine, puis par deux États indépendants, le Maroc et l'Algérie. La société oasisienne et nomade a quant à elle perdu le contrôle de ce territoire qui n'a cessé de se contracter.²³

Cela nous amène à évoquer les facteurs socio-politiques et économiques. Les réformes intervenues au cours du XX^{ème} siècle, et plus récemment, avec l'instauration de la commune urbaine, le développement de la vie associative et la coopération décentralisée, ont également poussé les Figuigiens à rechercher un équilibre entre

20. La Maurétanie tingitane, du nom de sa capitale, Tanger, désigne la portion de Maroc occupée par les Romains et limitée par la mer à l'ouest et au nord, et au sud par l'oued Bou Regreg. Elle est distincte de sa voisine, la Maurétanie césarienne (qui correspond à l'actuelle Algérie) avec laquelle elle ne semble pas avoir de frontière commune. En effet, aucune trace de présence romaine n'a été retrouvée au-delà de la trouée de Taza et il semble donc que la vallée de la Moulouya avait été abandonnée aux nomades. De facto, Figuig aurait été en dehors de toute influence romaine. Voir Maurice Euzennat, *Le limes de Tingitane. La frontière méridionale* (Paris: Editions du CNRS, 1989).

21. Olivier Sanmartin, "Frontière, territoire et mémoire à Figuig, oasis des confins marocains," *Annales de géographie* 6, 682 (2011): 683-96.

22. La structure traditionnelle de la société figuigienne est héritée des traditions berbères. L'unité politique et administrative de base est le *qsar*, et son autorité la *jema* (litt. la réunion), qui prend les décisions et les fait appliquer. La *jema* détient l'autorité suprême (seules les questions juridiques lui échappent) et est garante d'une certaine forme de démocratie (à condition d'en faire partie, ce qui exclut de facto les femmes, juifs, etc.). Chaque *qsar* est divisé en grandes fractions qui désignent un nombre de représentants pour siéger dans sa propre *jema*. Jusqu'à 1992 (instauration de la commune urbaine de Figuig), la *jema* était toute puissante. A partir de ce moment, elle perd du terrain au profit des associations qui se développent. Figuig en compte une quarantaine.

23. De même, le cadre administratif a évolué puisque Figuig a le statut de commune urbaine depuis 1992. La ville de Figuig commande un district où l'État est représenté par un pacha, mais elle n'est pas le chef-lieu de la province à laquelle elle a pourtant donné son nom, la province de Figuig étant aujourd'hui commandée par Bouarfâ.

les institutions traditionnelles, représentées par le *qsar* et sa *jemaa*, et les institutions modernes, représentées par la municipalité et les associations. Deux logiques s'affrontent: celle de la ville (municipalité) et celle de quartier (*qsar* et *jemaa*). La majorité des élus du conseil municipal étant issus du *qsar Zenaga*,²⁴ cela ne fait que compliquer l'équilibre entre les intérêts collectifs et individuels. En outre, l'histoire récente de l'oasis est marquée par plusieurs phénomènes qui ont engendré de profondes recompositions socio-spatiales à l'origine de la dégradation, disparition ou transformation des héritages anciens: crise économique à partir des années 1970, exode démographique néanmoins contrebalancé par un retour temporaire et saisonnier de la diaspora, chômage important des jeunes, fermeture, en 1994, de la frontière algéro-marocaine coupant l'oasis de l'accès aux routes commerciales est-ouest et nord-sud. À partir de cette fermeture, Figuig devient une quasi-enclave géographique, une "bulle" socio-économique et patrimoniale dont les relations sont plus polarisées par sa diaspora mondialisée que par ses échanges avec le Maroc occidental.²⁵ Le développement d'un nouveau mode d'habitat, d'une trame urbaine et de modalités "modernes" d'exploitation de la palmeraie, ont aussi profondément remodelé cet espace et participé de la dégradation des patrimoines de l'oasis.

Ces conditions géo- et socio-historiques ont eu des implications de plusieurs ordres sur les possibilités de développement de l'archéologie, et plus globalement, sur le rapport des Figuigiens au "patrimoine." Premièrement, le terrain désertique et les matériaux de construction (terre crue) se prêtent difficilement à la mise en œuvre de grandes campagnes de fouilles. Deuxièmement, l'enclavement de Figuig et la militarisation de son "arrière-pays" ont également rendu les lieux quelque peu impropres au développement de fouilles programmées et de prospections régionales.²⁶ L'intérêt limité du ministère de la Culture et de l'INSAP peuvent également être expliqués par l'éloignement de Figuig mais aussi par l'insuffisance des ressources humaines et financières, tant au niveau national qu'international, pour soutenir un programme d'"archéologie islamique," peu comparable aux autres.²⁷ Troisièmement, l'inexistence de service local d'archéologie, et plus largement d'une politique de sensibilisation et de formation n'ont pas non plus contribué au développement de compétences en archéologie. Enfin, l'intégration de Figuig au récit national est problématique, car, nous l'avons vu, l'oasis et son territoire sont à cheval entre l'Algérie et le Maroc, et ses populations tribales et berbères sont à la fois fragmentées et rivales sur le plan territorial, de même qu'elles sont connues pour leur résistance au pouvoir central. Là où

24. Dernier *qsar* à s'implanter dans l'oasis, Zenaga, à la différence des autres *qsar*, est situé en contre-bas du jorf et ne maîtrise pas, par son bâti ses sources. Cette situation, alliée à sa domination démographique, fait de Zenaga, dans les visions locales, le *qsar* dominant, dominateur.

25. Les émigrés se sont aussi progressivement structurés en associations. En 1997-98, six associations issues de six *qsar* sont créées en région parisienne et œuvrent pendant longtemps sans concertation entre elles. Elles se sont récemment réunies au sein de la Fédération des associations figuigiennes, mais cela n'empêche pas les rivalités.

26. Nous avons été souvent contrôlés, voire empêchés de poursuivre nos relevés de terrain par les militaires marocains postés à la frontière.

27. Voir à cet égard la liste des programmes de l'INSAP sur le site https://insap.ac.ma/?page_id=847.

l'archéologie aurait pu être instrumentalisée pour nourrir un discours sur l'ancienneté de la civilisation au Maroc, elle semble plus difficilement participer de la construction de l'identité nationale, du moins jusqu'à récemment, où les politiques culturelles ont commencé à s'intéresser aux héritages amazighe et judéo-marocain.²⁸

Se pose ainsi la question du rapport des communautés locales à l'archéologie, et plus largement au passé. Figuig est en effet caractérisée par une population multiculturelle et une société divisée en lignages, fractions et familles se disputant la maîtrise de la ressource en eau, vraisemblablement plus soucieuses de sauvegarder et construire leur propre histoire à partir d'un héritage oral et immatériel. De fait, l'on peut supposer qu'elles sont peu favorables au développement d'une archéologie pratiquée par des acteurs étrangers en association avec des chercheurs représentant des institutions centrales.

En dépit de ces difficultés, et dans un contexte de prise en compte de la perte d'un ensemble patrimonial, l'archéologie s'est développée au début du XXI^{ème} siècle, dans le cadre d'une dynamique nouvelle de collaborations internationales et pluridisciplinaires, mais aussi dans la perspective de programmes associant archéologie, patrimoine et développement. Ainsi, à côté des prospections conduites par l'Université d'Oujda et l'Institut National des Sciences d'Archéologie et du Patrimoine (INSAP) sur les sites rupestres de la région de l'Oriental, de nouvelles investigations ont été menées en divers sites de l'oasis depuis une quinzaine d'années par l'Université Paris Diderot, l'ENSAPVS et l'INSAP, participant d'une certaine manière à l'institutionnalisation de l'archéologie à Figuig. L'organisation de journées d'études à Paris et Rabat, la conception d'une exposition itinérante à l'occasion de la parution de l'ouvrage collectif dirigé par Jean-Pierre Vallat,²⁹ la publication régulière d'articles et la participation à des colloques, ainsi que, localement, les activités de vulgarisation auprès des écoles et des populations ont aussi permis de rendre accessibles et publiques les recherches qui se sont dès le départ inscrites dans une perspective de sauvegarde des héritages de l'oasis.

En définitive, Figuig est devenu, non sans difficultés, le terrain d'expérimentation d'une archéologie à la fois sociale et collaborative, tournée vers

28. Ahmed Skounti considère que l'archéologie est relativement absente de la construction du récit national. Il évoque par ailleurs le fait que les ruines sont perçues comme exogènes, en tant que traces de populations allochtones (François-Xavier Fauvelle, Clémentine Gutron, Kahina Mazari, Meriem Sebaï et Ahmed Skounti, "Les savoirs archéologiques au Maghreb," *Perspective* [En ligne] 2 (2017) mis en ligne le 30 juin 2018, consulté le 28 juin 2021. URL: <http://journals.openedition.org/perspective/7422>; DOI: <https://doi.org/10.4000/perspective.7422>). Sur la reconnaissance progressive des cultures juives et amazighe au sein de la construction identitaire nationale depuis les années 1990, voir Fadma Aït Mouss, "Les enjeux de l'amazighité au Maroc," *Confluences Méditerranée* 78 (2011/3): 121-31; Emanuela Trevi Semisan, "Entre lieux de mémoire et lieux de l'oubli au Maroc: quelle politique et quels acteurs pour la mémoire juive?," *Ethnologies* 39/ 2 (2017): 69-80.

29. L'ouvrage coordonné par Jean-Pierre Vallat, *Le patrimoine marocain*, retrace les grands domaines d'études développés à Figuig. L'exposition "Figuig, une oasis au cœur des cultures," montée avec l'aide du service culturel de l'Université Paris Diderot, a été présentée à la Bibliothèque des Grands Moulins en septembre 2014, puis à Figuig et à la Bibliothèque Nationale du Maroc à Rabat au printemps 2015.

la gestion des ressources patrimoniales.³⁰ Abordons à présent les contours de cette pratique.

L'émergence d'une archéologie sociale et collaborative: la fouille du mellah du qsar Loudaghir et la fouille du qsar des Ouled Jaber

Depuis 2006, le projet "archéologie, architecture et patrimoine de l'oasis de Figuig," porté conjointement par l'INSAP, l'Université Paris 7-Diderot, l'ENSAPVS et les laboratoires ANHIMA³¹ et EVCAU,³² vise à réaliser des travaux d'inventaire, de recherche et de valorisation des patrimoines de Figuig dans un cadre pluridisciplinaire et international.³³ Les principaux acteurs collaborant au projet sont l'INSAP, qui délivre la permission de fouille et apporte son soutien logistique, financier et scientifique à la mission en vertu d'une convention signée en 2013 avec l'Université Paris Diderot et l'ENSAPVS. La convention de collaboration comporte plusieurs axes: les recherches archéologiques proprement dites, l'élaboration de programmes conjoints de formation et de recherche, la mobilité et l'accueil d'enseignants-chercheurs et d'étudiants ainsi que "l'expertise scientifique en vue d'une gestion et valorisation durables des patrimoines culturel et naturel marocains." Du point de vue financier, l'INSAP assure la rémunération des ouvriers alors que les autres frais de mission sont assumés par les laboratoires de rattachement des directeurs de la mission (ANHIMA et EVCAU). Des membres du Ladyss, laboratoire Dynamiques sociales et recomposition des espaces, et de l'École pratique des Hautes Études (EPHE), sont également ponctuellement associés aux travaux de la mission archéologique. Le programme reposait aussi sur une convention entre la municipalité de Figuig, l'Université Paris 7 et l'ENSAPVS dans le domaine de la gestion, valorisation et formation, qui est arrivée à son terme en 2018. La convention ne portait donc pas sur les travaux archéologiques proprement dits, mais visait à en faciliter l'encadrement d'une part, et à soutenir les travaux d'inventaire patrimonial et la formation du

30. Depuis le dernier quart du XX^{ème} siècle, l'archéologie s'est de plus en plus intéressée à la résolution de problèmes contemporains liés au développement. Les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada sont apparus comme les pionniers d'une archéologie appliquée fondée sur l'idée que la recherche doit permettre d'acquérir une connaissance qui oriente la prise de décision sur les usages (raisonnés) qui peuvent être faits des ressources archéologiques. Dans ce contexte, la "Public Archaeology" repose sur l'idée que l'archéologie est, par nature, une activité publique, source de connaissances mais aussi objet de manipulations diverses et de représentations erronées. En outre, l'archéologie publique vise à impliquer le public dans la construction de son passé. Les notions de "Collaborative Research" et de "Community-Sponsored Archaeology" s'inscrivent dans ces nouveaux courants de pensée. Voir notamment Nancy Mary White, Brent R. Weisman, Robert H. Tykot, E. Christian Wells, Karla L. Davis-Salazar, John W. Arthur et Kathryn Weedman, "Academic Archaeology is Public Archaeology," *The SAA Archaeological Record* (2004): 26-9; Robert Layton (ed.), *Who needs the Past? Indigenous Values and Archaeology* (Londres, New York: Routledge, 2012) (1^{ère} éd. 1994).

31. UMR 8210, Histoire et anthropologie des mondes anciens (<https://www.anhima.fr/>).

32. Équipe d'accueil no. 7540: EnVironnements numériques, Cultures Architecturales et Urbaines, <https://www.paris-valdeseine.archi.fr/recherche/laboratoire-evcau.html>.

33. Laurence Gillot et Jean-Pierre Vallat, "Les enjeux de la sauvegarde des patrimoines de l'oasis de Figuig (Maroc)= The territorial stakes of the safeguard of the heritage in the oasis of Figuig (Morocco)," in *La géoarchéologie française au XXI^e siècle = French geoarchaeology in the 21st century*, eds. Nathalie Carcaud et Gilles Arnaud-Fassetta (Paris: CNRS Editions, 2015), 195-203 = 193-201.

personnel de la municipalité d'autre part. La municipalité s'engageait ainsi à offrir le gîte et à mettre à disposition un espace de travail pour les chercheurs.

Nous avons donc été amenés à effectuer des études et relevés architecturaux, archéologiques, environnementaux et paysagers, dans le cadre d'une étude qui s'inscrivait autant dans les axes de recherche respectifs de nos institutions que dans un cadre appliqué et coopératif.³⁴ Il s'agissait plus particulièrement de participer à l'élaboration d'une politique de sauvegarde et de valorisation des patrimoines de l'oasis. Au niveau touristique, l'équipe a contribué à la mise en place d'une signalétique informative bilingue (français-arabe),³⁵ et à plus long terme, prévoit de préparer des outils de médiation pour les enseignants, guides et touristes. L'idée d'installer un espace muséographique au sein de la Maison de la Culture, afin de conserver et exposer le matériel archéologique excavé, fait également son chemin. Dans ce cadre, nous avons également travaillé avec d'autres ONG internationales, dont Africa'70,³⁶ le Conseil Général de Seine Saint-Denis et la ville de Stains,³⁷ ainsi que des associations locales et les associations émanant de la diaspora et localisées en Seine Saint-Denis, actuellement regroupées au sein de la FAF-MF.³⁸

Concernant le volet archéologique, ce programme s'inscrit, à travers deux fouilles distinctes dans des problématiques relevant de l'archéologie urbaine et plus largement de l'histoire du peuplement et de l'aménagement des espaces oasiens. Ces deux fouilles furent toutefois assez différentes.

La première, celle de la synagogue et du mellah du *qsar Loudaghir* s'est inscrite dans l'urgence, face à des dégradations et une disparition imminente. En 2006, Jean-Pierre Vallat et Elise Allaoua, détachée par le Conseil général de Seine Saint-Denis, entreprirent la fouille de l'un des trois quartiers juifs de Figuig (*mellah*), celui du *qsar Loudaghir*, et de l'une des synagogues de la communauté (fig. 2).³⁹

34. Vallat, *Le patrimoine*.

35. Cette signalétique a été réalisée en collaboration avec la municipalité et Africa'70 et mise en place dans le *qsar Loudaghir*. A terme, il s'agirait de concevoir le même type de panneaux pour les chantiers fouillés et les autres *qsar*.

36. Maurizio Cafarelli, Filippo de Dominicis et Cecilia Fumagalli, "Figuig: coopération entre conservation et développement," in *Le patrimoine marocain*, 167-74.

37. Ce lien s'explique par la forte présence des communautés figuigiennes émigrées en Seine Saint-Denis, constituées en plusieurs associations. La ville de Stains a quant à elle soutenu, dans le cadre de la coopération décentralisée, un chantier d'insertion professionnelle en 2007-2008, sous la direction scientifique de Jean-Marie Gentilleau, qui représentait l'association *Chrysalis*. Il s'agissait d'un chantier de restauration du rempart de la place Ajdir, dans le *qsar Loudgahir*.

38. La Fédération des Associations de Figuig en France (FAF-MF) a été créée en 2001 et regroupe actuellement six associations d'émigrés Figugiens, essentiellement localisées en IDF, en Seine-Saint Denis. La fédération mène des actions à Figuig (éducation, développement économique, patrimoine, etc.) et en France (faf-figuig.org).

39. Au-delà de ses multiples responsabilités pédagogiques et scientifiques, Jean-Pierre Vallat était aussi un homme engagé, fervent défenseur du patrimoine. C'est ce qui l'a amené à nouer des liens avec les associations de Figugiens et le Conseil Général de Seine Saint-Denis, et donc à s'investir dans le montage de ce programme dont il assura la direction jusqu'en 2011.

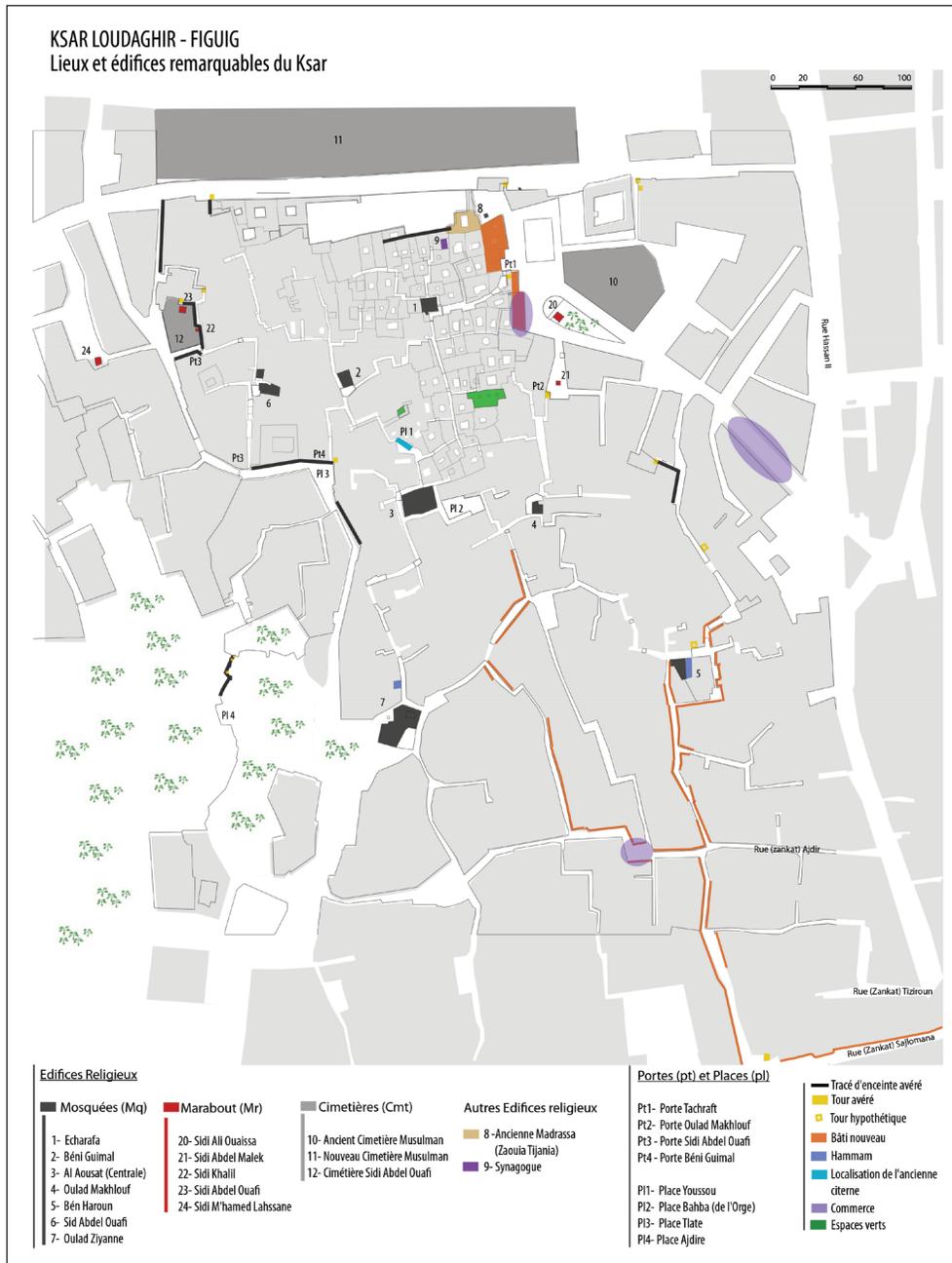


Fig. 2: Plan de repérage du mellah et de son environnement proche
(© Hervé Micaud, 2005)

Le mauvais état de conservation des bâtiments, la destruction due à l'abandon et aux intempéries, rendant le terrain dangereux, ont très vite contraint l'équipe à engager une fouille de sauvetage. La campagne de 2006 a donc consisté en un travail de déblaiement et de protection ciblé sur la synagogue après la réalisation d'un relevé

architectural, de photographies et de films.⁴⁰ En outre, la fouille avait mis au jour, sous le plancher de la salle de prière de la synagogue, une *guenizah* (lieu servant de dépôt des écrits et objets liturgiques sortis d'usage) contenant de nombreux fragments de livres et documents. Une équipe de l'EPHE, dirigée par Judith Olszowy-Schlanger et composée de Silvia Di Donato, Wissem Gueddich, Jesus de Prado Plumed, Gabriel Lacombe et Emma Abate, fut chargée d'étudier et conserver les écrits dégagés par les archéologues en 2008: 130 fragments de manuscrits et de nombreux feuillets de livres imprimés ont été étudiés et inventoriés au cours de cette recherche. Une fois décrits et conservés, les écrits de la *guenizah* ont été confiés aux archives nationales marocaines.⁴¹

Compte tenu de la nécessité de sécuriser au mieux le site emprunt à une dégradation croissante, les fouilles ont dû être suspendues en 2007, dans l'attente de la poursuite des travaux de consolidation.⁴² Une couverture a ainsi pu être réalisée pour protéger la synagogue. Cette interruption, qui devait être de courte durée, s'est toutefois prolongée jusqu'à nos jours, pour des raisons qui ont trait aux conflits d'usage entre archéologues et populations locales. En effet, dès 2006, Jean-Pierre Vallat a dû faire face à l'opposition des membres de la seule famille encore présente sur le site du *mellah*, et qui en détient l'accès en vertu du droit d'impasse.⁴³ La position de la municipalité, dans cette affaire a été ambivalente: si au départ, des mesures ont été prises pour convaincre, voire contraindre la famille à assurer l'accès aux archéologues, le maire a ensuite proposé à l'équipe de se diriger vers un autre site, le *qsar* des *Ouled Jaber*, à partir de 2009. Lors de mon arrivée à Figuig, et de la reprise de la direction du chantier, il était prévu de reprendre les pourparlers avec la mairie et la famille. Les négociations ont ainsi été menées avec l'arrivée de l'INSAP et un accord semblait avoir été obtenu avec la municipalité et la famille en vue d'une reprise à l'automne 2016, sous la forme d'une véritable archéologie du bâti. Il s'agissait en outre de mettre en œuvre une archéologie préventive étroitement associée à des opérations de réhabilitation du site, censées être profitables à la famille elle-même. Cependant, au fil de nos échanges avec la famille, nous avons pu remarquer que la question de la propriété et du droit d'impasse était loin d'être

40. Elise Allaoua, "Premières fouilles du mellah de Loudaghir," in *Le patrimoine marocain*, 183-204.

41. Emma Abate, Silvia Di Donato, Wissem Gueddich, Jesus De Prado Plumed et Judit Olszowy-Schlanger, "Une guenizah au Maroc: étude préliminaire des écrits découverts à la synagogue du ksar Loudaghir, Figuig," in *Le patrimoine marocain*, 205-41. Provenant de livres liturgiques, ouvrages rabbiniques, amulettes et textes magiques, ces textes contiennent aussi des écrits de la vie pratique tels que des lettres privées et commerciales, comptes et documents. Ces fragments sont une source unique pour l'histoire de la communauté de Figuig depuis le XIX^{ème} siècle jusqu'à sa disparition, au début des années 1950.

42. Sarah Khazindar et Camille Vallat, "Analyse urbaine du ksar Loudaghir," in *Le patrimoine marocain*, 97-122.

43. Plusieurs courriers adressés par Jean-Pierre Vallat à la municipalité ainsi que les comptes rendus des réunions établis par Jean-Pierre Vallat attestent ces conflits. La famille, originaire d'Algérie, invoquait en effet un titre de propriété racheté à la dernière famille juive encore présente à Figuig dans les années 1950, lui cédant l'habitation à l'entrée du *mellah* (voir figure 2), par laquelle nous devons passer pour accéder au chantier.

résolue, et ni la municipalité, ni le *pachalik* ne semblaient en mesure d'exproprier et de reloger la famille. Plus fondamentalement, nous avons pu constater que c'est l'image même de l'archéologie qui était au cœur du problème. Un mythe semble en effet s'être construit autour de la figure de l'archéologue, incarné par Jean-Pierre Vallat, qui était vu par les membres de la famille comme un chasseur de trésor. Le contraste entre les conditions de vétusté et d'insécurité dans lesquelles vit la famille et les moyens consacrés à la fouille ne fait qu'attiser ce sentiment, que nous avons par ailleurs pu observer sur notre second chantier.

Le deuxième programme de fouilles, celui du *qsar* des *Ouled Jaber*, porte sur un terrain abandonné, et dont l'accessibilité pouvait sembler bien moins problématique que le précédent. Le *qsar* ainsi dénommé en référence à l'une des communautés, les descendants de *Jaber*, qui l'a habité, vraisemblablement, entre le XIII^{ème} et le XVIII^{ème} siècle, se trouve sur le plateau de Figuig, aux confins des *qsur* de *Loudaghir* et *Laabidat* (figure 3).

Les fouilles du *qsar* abandonné des *Ouled Jaber* s'inscrivent dans la poursuite des prospections menées en 2009, en particulier le long du rempart et sur les ruines d'une ancienne mosquée, dont subsistent trois arcs. Dans leur rapport préliminaire en 2009, Claire Pichard et Ricardo Villaescusa y confirmèrent le riche potentiel, qualifiant le site de "petit Pompéi de pisé."⁴⁴ La fouille avait donc pour objectif d'éclairer l'histoire du *qsar*, et plus largement l'histoire ancienne de Figuig, en particulier aux époques médiévale et moderne, pour lesquelles les sources historiques étaient très lacunaires et disparates.⁴⁵ Le *qsar* des *Ouled Jaber* formait un quartier résidentiel doté, comme les autres *qsur*, d'une enceinte, de tours et de portes d'accès, ainsi que d'habitations. Le *qsar* fut implanté sur des sources d'eau dont la plus connue et la plus convoitée fut la source de *Thaddert*. Suite à des conflits liés à l'appropriation de la source entre les communautés de *Jaber*, *Loudaghir* et *Zenaga*, le *qsar* fut abandonné et détruit. Il fut ainsi décidé de programmer des fouilles archéologiques en vue préciser les conditions d'implantation du *qsar* et l'histoire des origines de la tribu des *Jaber*, la nature des structures qu'il contenait (édifices religieux, habitats, bains, etc.), son fonctionnement et sa relation avec les autres *qsur* (coexistence, conflits, etc.) avant de comprendre les conditions de son abandon et de sa destruction. Au-delà de l'étude urbaine et architecturale, il s'agissait également de documenter les aspects environnementaux et de comprendre l'articulation entre le *qsar* et la palmeraie voisine. Le programme devait également s'inscrire dans une perspective patrimoniale.

44. Ricardo Gonzalez Villaescusa et Claire Pichard, *Rapport préliminaire de fouille: Première évaluation du potentiel archéologique du qsar Ouled Jaber, Figuig, 7-20 octobre 2009*, Paris: Université Paris Didérot Paris 7.

45. La principale source écrite date du début du XX^{ème} siècle et rapporte les traditions orales recueillies par Emile-Félix Gautier lors de son séjour exploratoire à Figuig et dans sa région. Emile-Félix Gautier, "La source de Tzaddert à Figuig," *Annales de Géographie* 26/144 (1917): 453-66.

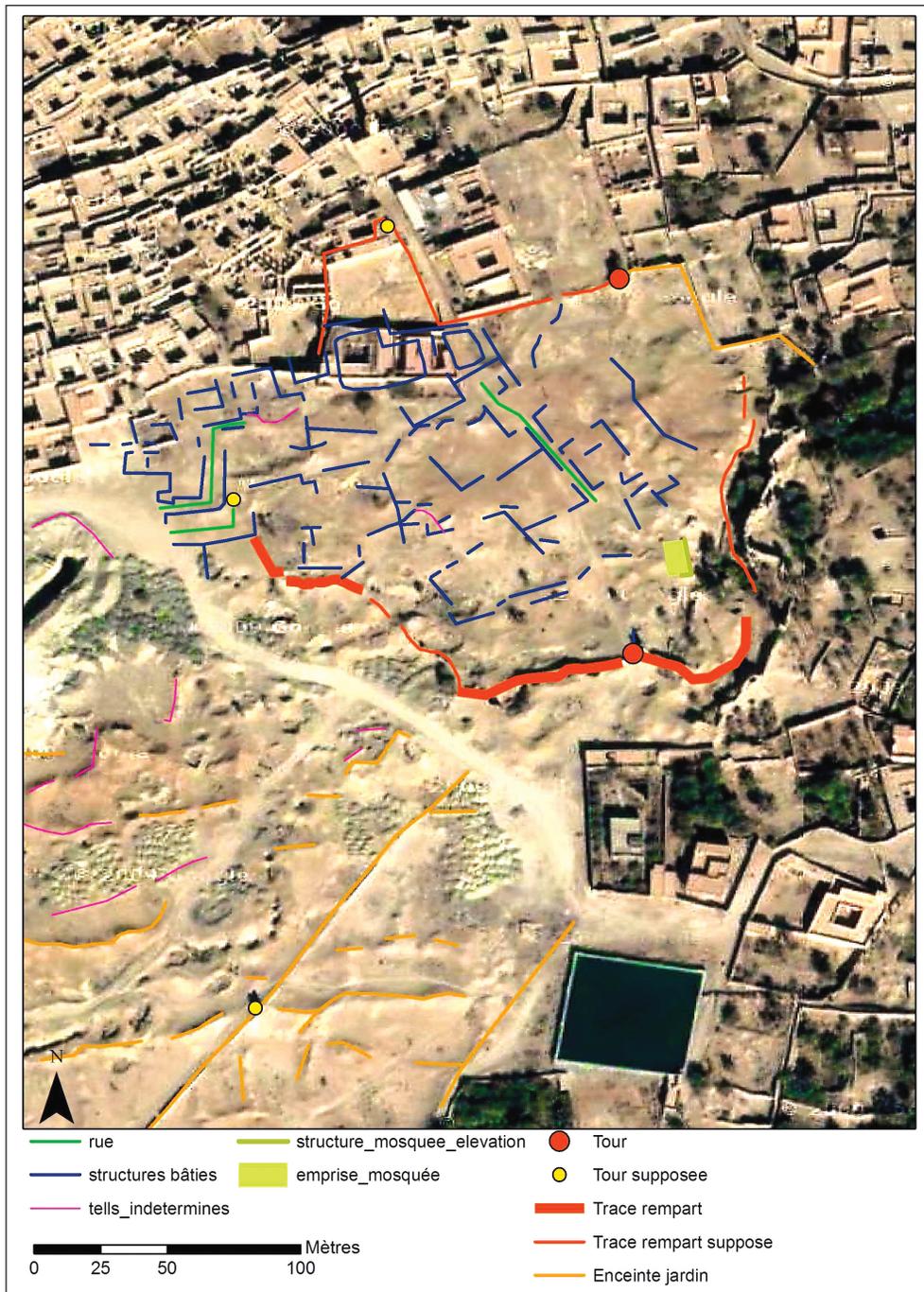


Fig. 3: Plan du qsar des Ouled Jaber et essai d'interprétation des ruines
(André Del et Claire Pichard, 2009)

La fouille entreprise en 2010, et dont j'ai repris la co-direction en 2011, s'est plus particulièrement concentrée au niveau de la "mosquée," située au sud-est du qsar, dont il ne reste à présent que trois arcs en place, dont un, au nord, a été restauré

en 2000 par des descendants des *Jaber*. Si l'identification à une mosquée semble assurée par le recoupement de nos sources, l'agencement des vestiges demeure peu évident, et il est à ce jour encore impossible d'établir une chronologie exacte des fondations, des niveaux d'occupation, d'abandon et de destruction de la mosquée et du *qsar*. Nous avons essentiellement fouillé des couches d'abandon après destruction, dans une zone qui a elle-même été fortement perturbée par des travaux divers: creusement d'un fossé dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, creusement du puits au milieu du XX^{ème} siècle, restauration de l'arc nord et construction du mur de retenue au sud (années 1990 et 2000).⁴⁶

Du point de vue de l'organisation, ces deux fouilles ont toujours fonctionné avec de petites équipes et de faibles moyens financiers et techniques.⁴⁷ L'encadrement scientifique est assuré par trois enseignants-chercheurs représentant les institutions partenaires. La fouille emploie 3 à 6 ouvriers recrutés parmi les populations locales et habitués des chantiers de restauration de l'architecture de terre. Ces derniers reviennent d'année en année, ce qui assure une certaine continuité et permet, à terme, de fouiller avec des travailleurs qualifiés.⁴⁸ De fait, une relation particulière s'est créée avec les ouvriers, dont les connaissances de l'architecture de terre et la mémoire orale de l'histoire passée nous sont précieuses. Ainsi, nous essayons, dans la mesure du possible, de les faire participer au raisonnement et à l'interprétation archéologique. En outre, les ouvriers nous offrent un relais au sein des populations, de plus en plus curieuses de voir comment se déroule la fouille. Cela nous a ainsi permis, comme nous l'avons vu précédemment, de changer progressivement les représentations erronées et les suspicions à l'égard d'une archéologie pratiquée par des acteurs extérieurs. Dans le cas du *qsar* des *Ouled Jaber*, des membres du lignage ont témoigné un intérêt particulier pour ce qu'ils considéraient être le *qsar* de leurs ancêtres. Ce lien entre les *Jabiri* et le *qsar* a toutefois été problématique en ce sens que les autres communautés des *qsar* de l'oasis ont pensé, dans un premier temps, que nous réalisions des fouilles pour les *Jabiri*, communauté évincée au XIX^{ème} siècle par les communautés des *qsar* *Zenaga* et *Loudaghir*.⁴⁹ L'état d'abandon du site, utilisé comme terrain de jeu par les enfants et lieu de décharge (les premiers niveaux fouillés regorgeaient en effet d'ordures) en dit d'ailleurs long sur le rapport des Figuigiens

46. Laurence Gillot, "Le *qsar* abandonné des *Ouled Jaber*," in *Le patrimoine marocain*, 243-84; Laurence Gillot, Saghir Mabrouk et André Del, "Le *qsar* des *Ouled Jaber* à Figuig (Région de l'Oriental). Bilan et perspective des fouilles réalisées autour de la 'mosquée' (2010-2016)," *Bulletin d'Archéologie Marocaine* 25 (2021): 277-94.

47. Nos laboratoires financent les déplacements et nous ont permis d'acquérir le matériel de base, dont une lunette de chantier, du matériel de dessin et de relevé, ainsi que des outils pour fouiller. Concernant la post-fouille, l'INSAP est censé assurer l'étude et conservation du matériel, mais à l'heure actuelle, celui-ci est toujours stocké sur place, dans une pièce qui nous a été réservée par la municipalité dans une maison accueillant les missions étrangères.

48. Au départ, ce sont les laboratoires EVCAU et AHNIMA qui rémunéraient les ouvriers, et proposaient un salaire supérieur à celui de l'INSAP, qui assure la rémunération depuis 2014. De fait, les laboratoires complètent ce salaire pour le maintenir à son niveau initial et, de cette manière, fidéliser les ouvriers.

49. Emile-Félix Gautier, "La source de Thaddert."

à un passé marqué par des conflits, parfois violents, autour de l'appropriation de la ressource en eau.⁵⁰ De même, dans le cas du *mellah*, l'état de dégradation consécutif à l'abandon du site après le départ des familles juives, témoigne aussi du rapport ambivalent aux autres communautés religieuses, oscillant entre oubli et mémoire. De fait, dans les deux cas, il nous a fallu insister sur le fait que nos recherches ne visaient ni à mettre au jour des trésors, ni à raviver la mémoire de ces conflits en offrant une relecture de l'histoire à la faveur des communautés évincées, les familles juives dans le cas du *mellah*, et des *Jabiri* dans le cas du *qsar* des *Ouled Jaber*. Nous avons donc très vite accompagné nos recherches d'actions de communication, de sensibilisation et d'interprétation. Aux premiers temps où le chantier de fouille était régulièrement endommagé, a succédé progressivement une dynamique d'échanges entre archéologues et populations locales. Nous avons ainsi accueilli des groupes scolaires sur le site à plusieurs reprises et participé à des conférences à la Maison de la culture. Parallèlement, nous avons répondu aux invitations des habitants et associations désireux de nous montrer leurs propres initiatives en faveur du patrimoine (restauration de maisons privées, aménagement d'une maison des jeunes et d'un centre pour la promotion de l'artisanat féminin). Nous tâchons également de dialoguer avec les visiteurs se rendant sur le site, en particulier certains membres de la communauté locale enclins à partager leurs connaissances techniques ou la mémoire orale transmise au sein des familles.

Enfin, en complément de ces deux chantiers, nous avons entamé la réalisation d'une carte du potentiel archéologique de l'ensemble de la province de Figuig, que nous envisageons comme une base idéale pour le développement futur de fouilles archéologiques. Nous avons jusqu'à présent sondé l'oasis et sa région au cours de deux missions, en recoupant les cartes anciennes, les vues aériennes, les informations orales et nos observations sur le terrain. Par ailleurs, un important travail d'archivage, notamment au moyen d'un système d'informations géographiques (SIG), est mené.⁵¹ Parallèlement, nous avons travaillé étroitement avec les architectes et géographes,⁵² et il reste à associer davantage les anthropologues pour consigner la mémoire orale par une pratique systématique d'enquêtes. Par conséquent, nous menons également une réflexion sur l'articulation entre le savoir archéologique et d'autres formes de savoirs, en nous intéressant à un ensemble d'expériences menées au niveau

50. Pour preuve du caractère problématique de l'association entre le *qsar* et la communauté des *Jabiri*, le maire nous avait demandé de remplacer, dans nos communications et publications, l'appellation du *qsar* des *Ouled Jaber* par celle de *qsar* des sources.

51. Laurence Gillot et André Del, "Outils et pratiques de la gestion et de la mise en valeur du patrimoine au Maroc et à Figuig," in *Le patrimoine marocain*, 383-412; Laurence Gillot, Olivier Bouet et André Del, "Ruines, humanités numériques et reconstitution de l'histoire d'une ville-oasis: le cas de Figuig (Maroc)," *Histoire urbaine* 58 (2021): 103-32.

52. Laurence Gillot, "Patrimoines et territoires: des objets communs aux archéologues et géographes," *EchoGéo* [En ligne] 36 (2016), mis en ligne le 30 juin 2016. URL: <http://echogeo.revues.org/14612>; Gwenaëlle Janty, "Les enjeux de la préservation et du développement d'un paysage culturel. Le cas de la palmeraie de l'oasis de Figuig (Maroc)" (Thèse de doctorat en Géographie: Environnement Milieux Techniques et Sociétés, Université Paris Diderot, Paris 7, 2014).

international, regroupées sous l'expression de "projets collaboratifs d'indexation sociale."⁵³ L'objectif serait donc, à terme, de développer la connaissance sur l'histoire et le patrimoine de la province de Figuig, via le partage d'informations entre acteurs académiques, institutionnels et citoyens.

En définitive, ces différentes initiatives ont engendré une certaine manière de concevoir et de faire une archéologie, à la fois sociale et collaborative, et tournée vers la gestion des ressources archéologiques. Toutefois, il convient à présent de revenir sur les blocages et les tensions qui ont jalonné l'histoire de ce programme et conduit, à l'heure actuelle, à son ralentissement.

Entre convergences et divergences: le développement d'une archéologie réflexive

La dynamique collaborative mise en place est particulièrement riche mais marquée par des incompréhensions et tensions entre les différents partenaires: entre acteurs de la recherche, acteurs associatifs, acteurs politiques tout d'abord; entre acteurs locaux, régionaux, nationaux et internationaux ensuite. Entre acteurs de la recherche, experts et non experts également. Et enfin, chaque individu impliqué dans ce projet peut lui-même être tiraillé par de telles tensions. En tant qu'archéologue amenée à réaliser une expertise patrimoniale, en tant qu'étrangère travaillant dans un contexte culturel particulier, en tant qu'historienne analysant les processus de patrimonialisation, j'ai moi-même dû composer avec ces identités et rôles multiples. Au sein de nos équipes pluridisciplinaires, la confrontation entre les modes de pensée et manière de travailler des archéologues, historiens, géographes, architectes et anthropologues ont été parfois, aussi, source de divergences. De surcroît, le cadre des missions conjointes, associant deux directeurs et membres des institutions partenaires, française et marocaine, n'est pas sans poser des difficultés. Les politiques de nationalisation de l'archéologie, au Maroc comme ailleurs, ont en effet conduit à affirmer la souveraineté des institutions nationales sur l'octroi des permis et la teneur des programmes, source de contraintes nombreuses pour les archéologues étrangers. *A contrario*, un lien de dépendance, sur le plan financier et technique, continue de marquer la relation des acteurs marocains à leurs partenaires étrangers.

Ces tensions, désaccords, divergences traduisent, il me semble, un rapport spécifique des différents partenaires aux ruines, de même qu'ils résultent d'une confrontation entre les temporalités et les échelles propres aux cadres d'action de chacun. Le temps archéologique est un temps long, pas toujours linéaire, reliant le présent de l'intervention archéologique au passé, souvent lointain, de la société étudiée. Le "site" est quant à lui un espace aux contours artificiels, jamais définitifs, mais bornant l'intervention à cet espace approprié et consacré à la science. L'on pourrait penser que l'archéologue ne voit pas au-delà de cet espace-temps, et serait, de fait, déconnecté des réalités actuelles. À l'inverse, l'espace-temps de l'action

53. Gillot et Del, "Outils et pratiques."

publique ou citoyenne, en matière d'aménagement notamment, est souvent bien plus court, tourné vers le futur, et inscrit dans un cadre spatial, le territoire, la ville, etc. souvent interconnecté avec d'autres échelles (la région, le pays, etc.). De même, pour les associations locales avec lesquelles nous avons été amenées à travailler, ou celles, au contraire, qui n'ont pas eu connaissance ou voulu recourir à l'expertise archéologique, l'urgence est souvent de mise, liée à la nécessité d'allouer des budgets ponctuels à la restauration ou conservation du patrimoine. De fait, nous avons pu constater, malgré les volontés des différents partenaires de sauvegarder le paysage culturel de Figuiq, des tendances contradictoires, où protection du patrimoine et développement ne font pas toujours bon ménage.

Revenons tout d'abord sur les relations que nous avons entretenues avec la municipalité. Les orientations de l'action publique, au niveau de la municipalité, sont également fluctuantes, en fonction, notamment, des personnes et des relations interpersonnelles. Ainsi, ce que nous pourrions qualifier d'âge d'or patrimonial à Figuiq correspond à la présidence et vice-présidence⁵⁴ de deux historiens dans les années 2000 et 2010: Amar Abbou (également délégué à la Culture) et Mustapha Lali, qui ont fait en sorte de mettre à disposition des archéologues des facilités matérielles et logistiques, tout en jouant le rôle de médiateurs auprès des communautés. Force est de constater, depuis le changement de présidence en 2016, un ralentissement des accords de coopération sur le plan patrimonial et le fait que la municipalité ne fait plus systématiquement appel à la mission conjointe pour assurer l'expertise patrimoniale. Elle n'emploie en outre que trop peu de personnes formées à cet effet. De fait, les initiatives ponctuelles et individuelles se multiplient sans contrôle particulier (cas de restauration de demeures avec du parpaing, implantation en dehors des quartiers historiques et dans des zones de palmeraies, etc.). De même, les projets d'aménagement menaçant le patrimoine sont réalisés sans diagnostic préalable suscitant, ci et là, la réaction des habitants.⁵⁵ Par ailleurs, si la municipalité nous a permis d'accéder au *mellah*, ou encore aidé à mettre en place un périmètre de protection du chantier du *qsar* des *Ouled Jaber*, elle s'est relativement peu intéressée à ces travaux, sans doute en raison de la lenteur d'un travail de terrain qui offre des résultats peu spectaculaires, et donc difficile à valoriser dans le cadre de visites touristiques notamment. Par ailleurs, la protection des structures impose de mettre en réserve certains espaces, d'assurer un entretien régulier, de rémunérer des gardiens ainsi que de réaliser certains travaux de consolidation ou de déviation d'eaux de

54. Le présidence et vice-présidence de la commune territoriale de Figuiq correspondent aux fonctions de maire et vice-maire de municipalité, terme que nous avons retenu pour désigner la commune urbaine de Figuiq (voir supra, note 1).

55. Citons l'initiative du village des 80, qui revient à Mustapha Lali, alors soucieux de développer le tourisme. Néanmoins, le village fonctionne comme une "bulle" fermée, où de riches citadins se retrouvent autour du credo chasse/pêche/moto. Certains membres des communautés figuigiennes nous ont fait part de leur incompréhension à l'égard de ce projet, et ont à cet égard manifesté contre sa mise en œuvre.

pluie, qui sont autant de nouvelles contraintes pour la municipalité et des acteurs locaux.

Le dernier exemple en date est celui du projet de restauration du quartier du *mellah* du *qsar Loudaghir*, sur la base d'une convention conclue entre la commune de Figuig et l'association IMAD pour la jeunesse (basée en France) en novembre 2017 et qui prévoyait la conduite d'un chantier "éducatif et solidaire" avec pour mission de participer à la restauration de la synagogue dans le mellah du *qsar Loudgahir*.⁵⁶ Le projet, dont le coût était estimé à 772 000 dirhams, devait être réalisé en six semaines, sans précision des matériaux et techniques de restauration utilisés, ni que soit prévu un quelconque suivi scientifique et technique par des archéologues et architectes. Nous avons uniquement été sollicités pour fournir les rapports des fouilles de 2006 et 2007.⁵⁷ Si le projet semblait tout à fait intéressant, la manière d'envisager sa conduite, sans aucun suivi architectural et archéologique, et sans tenir compte de l'insécurité du site, nous a très vite posé problème. Ce sentiment fut partagé par le FAF-MF, qui voyait probablement l'implication d'une association non figuigienne comme une forme d'intrusion dans des affaires qui devaient être gérées par la communauté figuigienne, et plus précisément les *Loudaghir*. L'INSAP et à la Direction régionale du patrimoine d'Oujda (alors dirigée par Amar Abbou) voyaient également ce chantier d'un mauvais œil, mais ils ne prirent aucune mesure particulière. Nos courriers adressés à l'association IMAD, à la municipalité et au porteur du projet, Brahim Bahou, à quelques mois de sa retraite du service de coopération décentralisée,⁵⁸ sont restés sans réponse. Il semblerait aussi que l'association IMAD voulait avoir toute la latitude possible sur la maîtrise d'œuvre et nous percevait comme des obstacles à la bonne conduite du chantier. De fait, nous avons décidé de nous rendre sur place, curieux de savoir comment l'association et la municipalité avaient convaincu la famille de donner accès au site. Cette mission, au printemps 2018, fut notre dernière sur place.⁵⁹ Nous sommes allés de surprise en surprise, constatant, à notre arrivée, que la famille avait à nouveau fait marche arrière

56. Nous avons eu accès à la fiche technique du projet, qui prévoyait la création d'un "chantier éducatif et solidaire" ayant pour objectif général de contribuer à la protection et valorisation du patrimoine de la ville de Figuig. Concrètement, il s'agissait de faire réaliser le chantier par des jeunes issus de milieux défavorisés en France et de les associer à des jeunes de Figuig, dans la perspective d'instaurer un dialogue interculturel et de promouvoir la solidarité.

57. En outre, Hervé Micaud avait conçu et présenté un projet pour le *mellah*, qui aurait pu inspirer les travaux. Hervé Micaud, "Projet de revitalisation du mellah du ksar Loudaghir," in *Le patrimoine marocain*, 123-65.

58. Ce service, émanation du pouvoir central en terre figuigienne, travaille de concert avec la municipalité et la mission conjointe franco-marocaine depuis le début des accords, dans une relative bonne entente. Cependant, nous avons remarqué, depuis nos dernières missions, une prise de distance de Brahim, que nous associons à diverses interventions de notre part ayant fait perdre du temps aux acteurs locaux (voir infra, la restauration du rempart de la place Ajdir).

59. Nous arrivions aux termes de nos conventions avec la Municipalité et l'INSAP et l'année 2019 a été consacrée à la post-fouille et la publication d'un article de synthèse dans le *BAM*, condition indispensable en vue de renouveler nos accords avec l'INSAP et de redéfinir certains axes. La crise sanitaire a retardé ces travaux, et nous espérons les reprendre à l'automne 2021.

et refusé de laisser entrer l'association IMAD. De même, elle refusait de nous laisser venir effectuer un diagnostic de dégradation, alors que nos derniers pourparlers nous avaient laissé entrevoir la possibilité d'accéder à nouveau au *mellah*. La raison de ce revirement est simple: la famille pensait que l'association lui rachèterait la maison à un bon prix, ce qui lui permettrait d'obtenir une habitation dans un des nouveaux quartiers de Figuig, mais ses espoirs furent vite déçus. La municipalité, comme le *pachalik*, n'ont pas jugé bon d'exproprier la famille, et ont proposé, comme ils l'avaient fait quelques années auparavant à Jean-Pierre Vallat, de mener des travaux de restauration d'un édifice de l'époque du protectorat français. Cette affaire est, il me semble, symptomatique d'un mouvement que nous percevons depuis quelques temps à Figuig, où projets de construction modernes et restaurations spontanées ne cessaient de se multiplier, témoignant d'une démarche de la municipalité moins soucieuse du patrimoine que d'un développement économique.

L'autre problème que cette affaire a mis en exergue est celui du rapport aux institutions marocaines en charge du patrimoine, mais aussi de la relation que les acteurs locaux (municipalité, associations et *jema'a*) entretiennent avec le pouvoir central de Rabat (représenté par le *pachalik* et le service de coopération), et dans une moindre mesure, le pouvoir régional d'Oujda. Le dossier UNESCO en est l'exemple le plus emblématique. L'initiative de cette démarche revient au maire de Figuig, Amar Abbou, désireux de pallier la dégradation des patrimoines de l'oasis, en même temps que de stimuler son développement touristique et d'asseoir sa place dans l'échiquier national.⁶⁰ Dans cette perspective, la municipalité, soutenue par le milieu associatif, demanda à l'équipe dirigée par Jean-Pierre Vallat, de mener des études préparatoires au milieu des années 2000. Pour l'équipe de chercheurs, la principale motivation à participer à cette démarche était de s'inscrire dans une dynamique de recherche-action. Architectes, historiens et géographes de l'Université de Paris et de l'ENSAPVS ont ainsi conduit divers travaux d'inventaire et de diagnostic, et une étudiante du master "Ville, architecture, patrimoine," Nabila Goumeziane, a soutenu un mémoire préparatoire à l'argumentaire du dossier à l'été 2010. C'est à ce moment que je suis arrivée à Figuig et qu'il m'a été confié le soin de présenter, devant le conseil municipal, les arguments relatifs à l'inscription, mais aussi les implications d'un tel label. Nous avons donc tout à fait conscience que l'objectif de la municipalité était d'instrumentaliser, en quelque sorte, le label à des fins touristiques, et d'obtenir une forme de reconnaissance, symbolique et politique, du rôle de Figuig dans l'histoire à la fois passée, présente, et à venir du Maroc.

Après avoir convaincu le conseil municipal, le maire, avec le soutien de l'équipe de chercheurs et du milieu associatif, a réussi à convaincre la région de l'Oriental et le ministère de la Culture marocain d'engager une démarche de demande d'inscription de Figuig, en tant que paysage culturel, sur la liste du patrimoine mondial de

60. Laurence Gillot et Jean-Pierre Vallat, "Les enjeux." Pour l'équipe de chercheurs, l'idée était aussi de participer à un rééquilibrage au niveau national, dans la mesure où la plupart des sites marocain inscrits se situaient au nord et à l'ouest du pays.

l'UNESCO.⁶¹ Dans ce contexte que l'on pourrait qualifier de collaboratif, l'oasis fut inscrite sur la liste indicative du Maroc auprès de l'UNESCO en mars 2011,⁶² suite à un colloque organisé par Jean-Pierre Vallat au siège de l'UNESCO à Paris.⁶³ Au même moment, le ministère de la Culture a classé Figuig comme patrimoine national.

En dépit de cet élan patrimonial, comment expliquer que depuis lors, ce dossier n'ait pas abouti et que le ministère n'ait toujours pas dépêché d'experts sur place? Les uns et les autres se rejettent la responsabilité. Tout d'abord, la direction du Patrimoine considère que la municipalité ne déploie pas assez d'efforts pour mettre en place une véritable démarche de protection, et la municipalité reproche à la direction du Patrimoine de ne pas lui procurer le soutien nécessaire. Par ailleurs, si le dossier de demande d'inscription au patrimoine de l'humanité est porté par l'État marocain, la démarche a été initialement insufflée par la municipalité, soutenue par la diaspora figuigienne. L'inscription sur la liste indicative acquise, il semblerait que la poursuite du processus intéresse peu l'État, de même que l'implication des acteurs non institutionnels et locaux ne semble pas aller de soi. Outre le fait que ces tensions soulignent l'existence de perceptions différenciées du patrimoine, elles inscrivent le processus de patrimonialisation dans des problématiques socio-politiques plus larges (clivage centre-périphérie, société civile-institutions politiques, etc.).

Ensuite, pour la municipalité, Figuig est un paysage culturel à protéger et à valoriser, mais le périmètre de cette protection est loin d'être aussi englobant et élargi que celui initialement proposé par les "experts." En effet, pour la municipalité, il s'agissait surtout d'édifices monumentaux ponctuels, répartis dans l'enceinte des *qsur*, de la palmeraie traditionnelle, et dans une moindre mesure des savoir-faire et un mode d'organisation dits traditionnels. Or, la mairie mène parallèlement une politique de développement qui se traduit par de nouvelles constructions en périphérie des *qsur*, l'extension de palmeraies nouvelles et la construction d'un barrage.⁶⁴ Le

61. L'argumentaire se fonde sur l'idée que Figuig représente un exemple éminent d'organisation spatiale, architecturale et urbanistique en *qsur*, ayant chacun sa palmeraie. Ceux-ci illustrent un modèle d'implantation de la période de développement du commerce caravanier présaharien et transsaharien, particulier par ses pratiques sociales et culturelles. De fait, l'on peut lire dans la fiche de présentation reprise sur la liste de l'UNESCO que "le paysage culturel de Figuig est une représentation exceptionnelle de l'interaction de l'homme et de la nature dans un environnement désertique, basée sur un système social traditionnel complexe."

62. <http://whc.unesco.org/fr/listesindicatives/5625/>.

63. Le colloque a été organisé, à dessein, au siège de l'UNESCO à Paris, sous le patronage de l'Agence de l'Oriental et du ministère de la Culture marocain. Une publication a été éditée par l'Agence de l'Oriental, "Rencontre patrimoine culturel et développement régional. L'Oriental marocain," Actes du colloque international tenu à Paris, 15 mars 2011, siège de l'UNESCO, disponible en ligne: https://www.oriental.ma/wp-content/uploads/2021/01/File_1_832-1.pdf.

64. Un projet d'une route touristique aurait d'ailleurs conduit il y a quelques mois au retrait de Figuig de la liste indicative. Lamiae Boumharou, "L'oasis de Figuig exclue du classement de l'UNESCO à cause d'une route touristique?," *Ecoactu* 21 septembre 2020 (<https://www.ecoactu.ma/loasis-de-figuig-exclue-du-classement-de-lunesco/>).

rôle attendu des scientifiques français dans la préparation du dossier se limitait donc à documenter, conseiller, valoriser, et non à se prononcer sur la pertinence même de la démarche, qui, d'année en année, ne m'a plus semblé aller de soi.

Pour les populations locales, faiblement impliquées, l'absence de publicité de la démarche a suscité une incompréhension par rapport aux mesures institutionnelles et aux avantages du processus conduisant à l'attribution du label. Les procédures de protection du patrimoine sont donc davantage perçues comme une nouvelle source de règles et contraintes qui limitent les choix individuels. Plus fondamentalement, nous avons observé une dynamique patrimoniale bien différente à l'œuvre au sein de la société locale, où il importe plus de transmettre l'héritage familial (et communautaire) et des savoirs-faire. Cet état de fait a contribué à dissocier deux conceptions du patrimoine et de sa protection, l'une institutionnelle et savante, l'autre populaire et sociale.

Cela nous ramène à la relation entre les archéologues et communautés locales, qui est, elle aussi, fragile. Si dans le cas de la fouille du *qsar* des *Ouled Jaber*, le dialogue instauré avec les diverses communautés de l'oasis a permis d'inverser la tendance et de susciter un intérêt pour la fouille, en "dépassionnant" le débat autour des appropriations de la ressource en eau, il n'en demeure pas moins que la pratique archéologique n'est pas totalement entrée dans les "mœurs" locales. Citons à ce titre le cas de la restauration de la muraille de la place *Ajdir*, attenante au chantier du *qsar* des *Ouled Jaber*. En 2017, lors d'une très courte mission qui avait initialement pour objectif de prévoir les travaux de consolidation de la fouille du *qsar* des *Ouled Jaber*, nous sommes, par hasard, arrivés alors que l'association *Ajdir* du *qsar Loudaghir* avait entrepris de restaurer un tronçon du rempart qui sépare le *qsar Loudaghir* de celui des *Ouled Jaber*. Nous avons déjà alerté la municipalité sur la nécessité de procéder à une fouille, du moins de sauvetage, lors d'investigations réalisées à la demande de l'ONG Africa'70, qui avait procédé à la restauration d'un autre tronçon en 2014, consécutive à une première restauration effectuée par l'association Chrysalis début des années 2000 sous la conduite de Jeanne-Marie Gentilleau. La présence, au même moment, de Jeanne-Marie Gentilleau, nous a permis d'interpeller la municipalité, qui semblait, effectivement, avoir donné son accord sans imposer de suivi particulier. Si certes, l'absence d'un service archéologique local peut expliquer cette situation, le fait de ne pas faire appel aux partenaires avec lesquels la municipalité est liée par convention interpelle ici encore. Comme dans le cas du *mellah*, cela me semble témoigner du fait que les associations et les *jema* de *qsar* sont suffisamment puissantes pour se permettre de ne pas suivre les règles imposées par les réglementations patrimoniales nationales ou locales.⁶⁵ En tous les cas, après des discussions houleuses avec les représentants de l'association, qui ne manquèrent

65. Cet aspect de la politique locale nous avait échappé, sans doute parce que nous venions nous-mêmes d'un pays de tradition régaliennne et centralisatrice de la politique patrimoniale.

pas de nous qualifier de “casques bleus du patrimoine,”⁶⁶ nous avons obtenu de leur montrer comment procéder, sans intervention invasive et destructrice, de manière “archéologique.” Nous avons ainsi contacté les ouvriers qui travaillaient sur nos chantiers pour réaliser quelques sondages en vue de mettre au jour la tranchée de fondation du rempart. Cependant la courte durée de notre séjour n’a pas permis d’assurer la poursuite des sondages, d’autant que l’association ne prévoyait pas de rémunérer les ouvriers. Nous avons ainsi découvert, quelques mois plus tard, que les travaux avaient été menés selon le plan initial et que le rempart ancien avait été totalement détruit, sans mise au jour de son tracé et de la tranchée de fondation.

Cet exemple illustre la divergence entre l’approche, souvent très prudente, d’archéologues influencés par une conception que l’on pourrait qualifier d’occidentale de la conservation du patrimoine, et l’approche locale, bien plus interventionniste, où patrimonialiser revient davantage à transmettre des savoirs-faire qu’à maintenir la matérialité des architectures. Cela dit, ces échanges avec les communautés locales nous ont aussi amenés à revoir notre conception initiale d’une société traditionnelle figée, et à entrevoir une culture vivante et une capacité d’innovation, portées par une société dont les besoins et aspirations évoluent constamment. Il semble ainsi que malgré les “menaces” de dégradation de l’oasis que nous avons identifiées, certains savoirs et usages perdurent, se transmettent, à la fois de manière collective et formelle, par le biais de certaines institutions (anciennes, les *jema*, mais aussi nouvelles, les associations de la diaspora en particulier) et de façon plus informelle et individuelle. La conception même que nous avions du patrimoine et de sa protection a par conséquent évolué. Nous avons pu observer que certains projets d’aménagement nouveaux ont eu des retombées sociales intéressantes. Notamment à l’entrée de Figuig, l’aménagement d’un rond-point qui avait au départ induit la disparition d’un café “historique” et menacé de disparition un cimetière chrétien, n’a pas mis à mal les sociabilités traditionnelles. Nous y observons toujours des regroupements en fin de journée d’hommes jouant au “jeu de l’eau” et le développement de nouveaux restaurants et terrasses continuent de permettre les rencontres. Si certes nous avons dû revoir nos positions sur la nécessité et l’injonction à sauvegarder le patrimoine, du moins dans sa matérialité, il nous a toutefois fallu prendre position sur des projets, qui eux, nous semblent aller dans le sens de ce que l’on pourrait qualifier de “déconstruction” patrimoniale. En effet, que penser des aspirations des émigrés qui, de retour provisoire au pays, désirent disposer dans de nouvelles maisons en parpaings des mêmes conditions de vie et de confort que dans les pays où ils résident, alors que les matériaux, l’implantation et la forme architecturale ne sont pas nécessairement adaptées au milieu désertique? Que penser des modes d’exploitation mécanisés et de la construction de barrages dans un contexte où l’exploitation

66. Ce cas montre bien que les archéologues étrangers, et plus largement les acteurs de la coopération, peuvent être perçus comme les héritiers des “colons” français. La relation des communautés locales à l’histoire coloniale influe donc directement sur la perception qu’ils ont des archéologues et acteurs étrangers. Cette relation est marquée par des formes de rejet des lieux et espaces coloniaux de la ville moderne, en même temps que par des formes de réappropriation de ces espaces.

agricole intensive s'avère elle aussi inadaptée? L'intervention accrue de l'État et d'acteurs de la coopération, les bouleversements des équilibres hydrologiques par la généralisation des techniques de pompage, et donc de la redistribution des ressources sur de nouveaux critères, sont autant de menaces nouvelles et inédites. Que penser enfin du développement d'une bulle touristique comme le village des 80?

En définitive, les échanges que nous avons eus avec les acteurs non académiques ont été plus constructifs qu'autre chose. Dans certains cas, les archéologues ont pu influencer sur les pratiques locales, là où dans d'autres, ce sont ces mêmes pratiques qui nous ont amenés à infléchir notre position, pour considérer que le patrimoine est avant tout un objet du présent, voire du futur, susceptible d'évoluer pour satisfaire les besoins changeants d'une société qui est loin d'être figée. Si au départ, nous avions une approche relativement conservatrice, fondée sur une idée "essentialiste" et stable des savoirs traditionnels et vernaculaires, nous avons progressivement conclu que la société figuigienne, et l'écosystème oasien, étaient vivants et évolutifs, donc réactifs, voire favorables aux changements. De fait, cela a eu une incidence directe sur la manière de conduire nos recherches, en nous enjoignant à détecter autant les permanences que les transformations de cet espace au cours du temps, mais aussi à tenir compte d'expertises multiples, à la fois académiques et non académiques.

Conclusion

L'expérience de l'archéologie à Figuig relatée dans cet article peut paraître singulière, dans la mesure où je reste convaincue qu'il existe différentes manières de pratiquer l'archéologie en fonction des contextes particuliers dans lesquels la discipline se déploie. Mais le cas de Figuig me semble aussi témoigner de la manière dont l'archéologie s'est construite et se pratique aujourd'hui au Maroc.

En effet, elle perpétue des modèles d'archéologies coloniales hérités des protectorats français et espagnols, privilégiant la fouille des grands sites préhistoriques ou antiques dans le nord et l'ouest du pays aux fins de légitimation des pouvoirs colonial d'abord, national ensuite. Toutefois, à côté de cet héritage, l'archéologie a aussi été renouvelée, en particulier à partir des années 1980, élargissant ses champs d'investigation à des périodes plus récentes et des sites moins prestigieux, dans des territoires ruraux ou périphériques. L'essor de l'archéologie marocaine qui prend place à la fin du XX^{ème} siècle dans le contexte de collaborations internationales, au rang desquelles les Français demeurent prépondérants, s'accompagne aussi de nouvelles pratiques et de nouveaux cadres institutionnels. L'archéologie marocaine s'est ouverte à des partenaires nouveaux, dont les communautés locales, et s'est de plus en plus inscrite dans une perspective appliquée, en tant que science participant à la gestion et sauvegarde du patrimoine et au développement régional. Elle tend aussi à devenir de plus en plus réflexive, les archéologues s'interrogeant sur leur rôle d'experts en même temps que sur les instrumentalisation dont leur discours peut faire l'objet. À ce titre, il serait intéressant d'approfondir la question du lien,

visiblement plus tenu au Maroc que dans des pays voisins (je pense à la Syrie par exemple) entre l'archéologie et la/les construction(s) identitaire(s) marocaine(s).

Cette analyse donne par ailleurs à réfléchir aux contradictions d'une politique patrimoniale qui fut construite à partir d'apports endogènes et exogènes et qui demeure partagée entre la protection réussie de certains sites et la dégradation de tant d'autres. Elle souligne le décalage entre les conceptions et pratiques patrimoniales française et marocaine, mais aussi entre celles des experts, des institutions et des populations. Nous avons aussi pu constater que les rapports des institutions et de la société marocaine au passé, ou plus précisément aux traces matérielles du passé (qu'elles soient d'époque préhistorique, antique, médiévale, moderne, ottomane ou coloniale) sont à la fois multiples et conflictuels. Nous avons aussi pu remarquer combien les usages du passé, et notamment le choix de patrimonialiser ou non certains sites, sont au cœur d'enjeux à la fois socio-politiques, idéologiques et économiques. Le patrimoine, et les sciences qui contribuent à sa reconnaissance, sont en effet au centre de rapports de pouvoir entre le Maroc et les pays européens, entre les échelons du pouvoir au Maroc (local, régional, national), mais aussi entre différents segments de la société marocaine: au niveau supérieur, celui des communautés ethniques (arabes, amazighes, chrétiens et juifs) et au niveau inférieur, celui des lignages, tribus et familles. Les constructions patrimoniales reposent sur une dialectique où le passé est constamment (ré)évalué, (ré)investi (ou au contraire désinvesti) et (ré)interprété. Enfin, la tendance actuelle à la multiplication des fouilles archéologiques et opérations de mise en valeur des sites, mais aussi l'inscription de biens matériels et immatériels sur les listes du patrimoine national et mondial, s'intègre dans une politique de développement touristique qui témoigne de formes particulières d'usage du passé, concourant à des nouvelles interprétations de celui-ci.

Par conséquent, cette analyse amène à nous demander dans quelle mesure, de nos jours, au Maroc, la diversité et la conflictualité des rapports au passé et aux ruines n'engendrent pas un double mouvement de construction et de déconstruction patrimoniale, où s'exprime une tension entre des pratiques et conceptions patrimoniales autochtones et allochtones, anciennes et nouvelles, institutionnelles et non institutionnelles, expertes et ordinaires. Cela implique, me semble-t-il, de concevoir le patrimoine archéologique marocain, non comme un élément donné, mais comme le résultat, jamais définitif, d'une dialectique d'oubli et mémoire qui se construit avant tout dans le présent. L'archéologue doit en être conscient et se résoudre à étudier les sociétés du passé par le prisme des sociétés présentes, en décelant autant les continuités que les ruptures du temps long de l'histoire. À cet égard, le dialogue avec les autres sciences humaines et sociales ne peut être que fructueux.

En définitive, le développement récent de l'archéologie à Figuig nous permet de tracer les contours de l'archéologie, telle qu'elle est actuellement pratiquée, non sans difficultés, au Maroc. Rappelons notamment que le manque de moyens et de soutien

public, les agendas politiques, la résistance, dans certains cas, des populations, sont autant de freins à son épanouissement. À l'heure actuelle, il reste donc à développer les compétences locales et à stimuler la mise en place et la poursuite de projets pluridisciplinaires et internationaux réellement collaboratifs. Aussi, c'est un travail sur l'image même de l'archéologie qu'il conviendrait de mener à plus long terme. Le développement des recherches socio-historiques et anthropologiques sur la discipline me semble, en ce sens, laisser entrevoir une voie possible du renouvellement de l'archéologie marocaine dans les années à venir.

Bibliographie

- Allaoua, Elise. "Premières fouilles du mellah de Loudaghir." In *Le patrimoine marocain: Figuig, une oasis au cœur des cultures*, ed. Jean-Pierre Vallat, 183-204. Paris: L'Harmattan, 2014.
- Alaoui, Abdellah, Ahmed Saleh Ettahiri et Abdallah Fili. "L'archéologie islamique au Maroc. Les acquis et les perspectives." In *Maroc médiéval: un empire de l'Afrique à l'Espagne*, eds. Yannick Lintz, Claire Delery et Bull Tuil-Lionett, 44-47. Paris: Musée du Louvre, Hazan, 2014.
- Agence de l'Oriental. *Rencontre patrimoine culturel et développement régional. L'Oriental marocain*. Actes du colloque international tenu à Paris, 15 mars 2011, siège de l'Unesco, disponible en ligne: https://www.oriental.ma/wp-content/uploads/2021/01/File_1_832-1.pdf.
- Aït Mous, Fadma. "Les enjeux de l'amazighité au Maroc." *Confluences Méditerranée* 78 (2011/3): 121-31.
- Arnaud-Portelli, Annie. "L'exploration archéologique de l'Afrique du Nord des premiers voyageurs au XVIIIème s. à l'indépendance (Maroc, Algérie) d'après les documents publiés." Thèse de doctorat en Archéologie sous la direction de René Rebuffat, Université Paris 4, 1991.
- Bazzana, André et Hamady Bocoum. *Du Nord au Sud du Sahara: cinquante ans d'archéologie française en Afrique de l'Ouest et au Maghreb: bilan et perspectives*. Actes du colloque organisé par le Ministère des affaires étrangères, Direction générale de la coopération scientifique, universitaire et de recherche, Division des sciences sociales et de l'archéologie, Paris, 13-14 mai 2002, Paris: Sepia, 2004.
- Bencherifa, Abdellatif et Popp Herbert. *L'oasis de Figuig: persistance et changement*, série Essais et études, 3. Passau, Rabat: Passavia Universitätsverlag, Publications de la Faculté des lettres et des Sciences humaines de Rabat, 1992.
- Bernal, Dario et al., *En la orilla africana del Círculo del Estrecho: historiografía y proyectos actuales*. Actas del II seminario Hispano-Marroquí de especialización en arqueología, Universidad de Cádiz, Tetuán, Tanger: Université Abdelmalek Essaadi, 2006.
- Blanc-Bijon, Véronique. "La coopération archéologique française en Afrique." *Les nouvelles de l'archéologie* [En ligne] 123 (2011) mis en ligne le 30 mars 2014, consulté le 28 juin 2021. URL: <http://journals.openedition.org/nda/1450>; DOI: 10.4000/nda.1450.
- Boumharou, Lamiae "L'oasis de Figuig exclue du classement de l'UNESCO à cause d'une route touristique?." *Ecoactu*, 21 septembre 2020 (<https://www.ecoactu.ma/loasis-de-figuig-exclue-du-classement-de-lunesco/>).
- Cafarelli, Maurizio, de Dominicis Filippo et Cecilia Fumagalli. "Figuig: coopération entre conservation et développement." In *Le patrimoine marocain*, ed. Jean-Pierre Vallat, 167-74. Paris: L'Harmattan, 2014.

- Chatelain, Louis, Raymond Thouvenot et Armand Ruhlmann. "Les origines des fouilles de Volubilis." *Publications du Service des Antiquités du Maroc* 3 (1937): 5-9.
- Chatelain, Louis. *Le Maroc des Romains: étude sur les centres antiques de la Maurétanie occidentale*. Paris: Editions du Boccard, 1949.
- Cohen, Anouk. "Écrire aujourd'hui à Rabat et à Casablanca: Témoigner et 'laisser trace'." *L'Année du Maghreb* [En ligne] 10 (2014), mis en ligne le 01 juin 2014, consulté le 28 juin 2021. URL: <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/2037>; DOI: 10.4000/anneemaghreb.2037.
- Daugas Jean-Pierre, Abdelaziz El Idrissi, Aziz Ballouche, Philippe Marinval et Brahim Ouchau. "Le Néolithique ancien au Maroc septentrional: données documentaires, sériation typo-chronologique et hypothèses génétiques." *Bulletin de la Société préhistorique française* 105/4 (2008): 787-812.
- Díaz-Andreu, Margarita. "The Archaeology of the Spanish Protectorate of Morocco: a Short History." *African Archaeological Review* 32 (2015): 49-69.
- Doutté, Edmond. "Figuig, notes et impressions." *Bulletin de la Société de Géographie de Paris* VII (1903): 177-202.
- Dridi, Hédi et Antonella Mezzolani Andreose. *Under Western Eyes. Approches occidentales de l'archéologie nord-africaine (XIXe-XXe siècles)*. Bologne: Philaios, 2015.
- Dunn, Ross E. *Resistance in the Desert: Moroccan Responses to French Imperialism, 1881-1912*. London: Croom Helm, 1977.
- Ettahiri, Ahmed S., Abdallah Fili et Jean-Pierre Van Staëvel. "Nouvelles recherches archéologiques sur la période islamique au Maroc: Fès, Aghmat et Îgîlîz." In *Villa 4. Histoire et archéologie de l'Occident musulman (VIIe-XVe siècle): Al-Andalus, Maghreb, Sicile*, ed. Philippe Sénac, 157-81. Toulouse: Editions CNRS, 2012.
- Euzennat, Maurice. *Le limes de Tingitane. La frontière méridionale*. Paris: Editions du CNRS, 1989.
- Fauvelle, François-Xavier, Clémentine Gutron, Kahina Mazari, Meriem Sebaï et Ahmed Skounti. "Les savoirs archéologiques au Maghreb." *Perspective* [En ligne], 2 (2017), mis en ligne le 30 juin 2018, consulté le 28 juin 2021. URL: <http://journals.openedition.org/perspective/7422>; DOI: <https://doi.org/10.4000/perspective.7422>.
- Fili, Abdallah. "L'archéologie médiévale au Maroc, les limites et les acquis." *Hespéris-Tamuda* LIV/2 (2019): 39-66.
- Flamand, Georges Barthélémy-Médéric. *Note sur deux "pierres écrites" (Hadjra Mektouba): Dessins rupestres provenant d'El-Hadj-Mimoun, région de Figuig (Sud-Oranais)*. Angers: A. Burdin, 1897.
- Fortes, José Beltran et Mohammed Habibi (eds). *Historia de la arqueología en el norte de Marruecos durante el período del protectorado y sus referentes en España*. Sevilla: Universidad Internacional de Andalucía, 2008.
- Gautier Emile Félix. "La source de Tzaddert à Figuig." *Annales de Géographie* 26/144 (1917): 453-66.
- _____. "Rapport sur une mission géologique et géographique dans la région de Figuig." *Annales de Géographie* 14/74 (1905): 144-66.
- Gillot, Laurence. "Patrimoines et territoires: des objets communs aux archéologues et géographes." *EchoGéo* [En ligne] 36 (2016), mis en ligne le 30 juin 2016. URL: <http://echogeo.revues.org/14612>.
- _____. "Le *qsar* abandonné des Ouled Jaber." In *Le patrimoine marocain: Figuig, une oasis au cœur des cultures*, ed. Jean-Pierre Vallat, 243-84. Paris: L'Harmattan, 2014.

- Gillot, Laurence, Olivier Bouet et André Del. "Ruines, humanités numériques et reconstitution de l'histoire d'une ville-oasis: le cas de Figuig (Maroc)." *Histoire urbaine* 58 (2021): 103-32.
- Gillot, Laurence, Mabrouk Saghir et André Del. "Le *qsar* des *Ouled Jaber* à Figuig (Région de l'Oriental). Bilan et perspective des fouilles réalisées autour de la "mosquée" (2010-2016)." *Bulletin d'Archéologie Marocaine* 25 (2020): 277-94.
- Gillot, Laurence et Jean-Pierre Vallat. "Chapitre XIV. Les enjeux de la sauvegarde des patrimoines de l'oasis de Figuig (Maroc)= Chapter 14. The territorial stakes of the safeguard of the heritage in the oasis of Figuig (Morocco)." In *La géoarchéologie française au XXI^e siècle = French Geoarchaeology in the 21st Century*, eds. Nathalie Carcaud et Gilles Arnaud-Fassetta, 195-203= 193-201. Paris: CNRS Editions, 2015.
- Gillot, Laurence et André Del. "Outils et pratiques de la gestion et de la mise en valeur du patrimoine au Maroc et à Figuig." In *Le patrimoine marocain*, ed. Jean-Pierre Vallat, 383-412. Paris: L'Harmattan, 2014.
- Gonzalez, Villaescusa R. et C. Pichard. *Rapport préliminaire de fouille: Première évaluation du potentiel archéologique du qsar Ouled Jaber, Figuig, 7-20 octobre 2009*, Paris: Université Paris Diderot Paris 7.
- Gozalbes, Cravioto Enrique. "Algunas notas acerca de la evolución de la Arqueología en Marruecos (1956-2016)." *Cuadernos de Prehistoria y Arqueología De la Universidad Autónoma de Madrid* 44 (2018): 227-34.
- Gran-Aymerich, Eve. "L'archéologie française au Maghreb de 1945 à 1962." In *Savoirs historiques au Maghreb. Construction et usages*, eds. Sami Bargaoui et Hassan Remaoun, 243-65. Oran, CRASC, 2006.
- Gutron, Clémentine et François-Xavier Fauvelle. "Comment naissent les ruines. Souvenirs de ville et désir d'archéologie à Sijilâsma (Maroc)." *Genèses* 110 (2018): 32-54.
- Hassar Ben Slimane, Joudia., "L'archéologie islamique au Maroc et son apport à l'Histoire." *Bulletin de la Classe des lettres et des sciences morales et politiques* 4/7-12 (1993): 457-68.
- Hamy, Ernest-Théodore. "Note sur les figures et les inscriptions gravées dans la roche à El Hadj Mimoun: près Figuig." *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 26/2 (1882): 98-103.
- Hilālī, El-'Arabī. *Figīg, Tārīkh, wathāiq wa-mā'alim: al-masjid al-'atīq wa-as-sawma'a al-hajariyya bi Figīg*. Tanja: al-maṭābi' al-maghribiyya wa al-dwliyya, 1981.
- Janty, Gwenaëlle. "Les enjeux de la préservation et du développement d'un paysage culturel. Le cas de la palmeraie de l'oasis de Figuig (Maroc)." Thèse de doctorat sous la direction de Marianne Cohen en Géographie: Environnement Milieux Techniques et Sociétés, Université Paris Diderot Paris 7, 2014.
- Jodin, André. "L'archéologie phénicienne au Maroc. Ses problèmes et ses résultats." *Hespéris-Tamuda* VII, fascicule unique (1966): 9-16.
- Khazindar, Sarah et Camille Vallat. "Analyse urbaine du ksar Loudaghir." In *Le patrimoine marocain*, ed. Jean-Pierre Vallat, 97-122. Paris: L'Harmattan, 2014.
- Layton, Robert (ed.). *Who needs the Past? Indigenous Values and Archaeology*. London, New York: Routledge, 2012. (1ère éd. 1994).
- Micaud, Hervé. "Projet de revitalisation du mellah du ksar Loudaghir." In *Le patrimoine marocain*, ed. Jean-Pierre Vallat, 123-65. Paris: L'Harmattan, 2014.
- Mohcin, Chedad. "La contribution des 'interventores' espagnols au progrès de l'archéologie nord marocaine (1912-1956)." *Spal* 26 (2017): 283-93.
- Mzyān, Aḥmad. *Figīg. Musāhama fī dirāsāt al-mujtama' al-wāḥī al-maghribī khilāla l-qarn al-tāsi 'ashar (1845-1903)*. Ar-ribāṭ: Maṭba'at al-fajr al-jadīd, 1988.

- Naji, Salima. "Archéologie coloniale au Maroc, 1920-1956: civiliser l'archaïque." *Les nouvelles de l'archéologie* [En ligne] 126 (2011), mis en ligne le 30 décembre 2014, consulté le 28 juin 2021. URL: <http://journals.openedition.org/nda/1166>; DOI: 10.4000/nda.1166.
- Rebuffat, René. "La carte archéologique du Maroc." *Les nouvelles de l'archéologie* 124 (2011), mis en ligne le 30 septembre 2014, consulté le 28 juin 2021. URL: <http://journals.openedition.org/nda/1414>; DOI: 10.4000/nda.1414
- Sanmartin, Olivier. "Frontière, territoire et mémoire à Figuig, oasis des confins marocains." *Annales de géographie* 682/6 (2011): 683-96.
- Siraj, Ahmed. "De la pré-archéologie à l'archéologie du Maroc." In *L'Africa Romana*. Atti del XIII Convegno di studio, Djerba, 10-13 dicembre 1998, eds. Mustapha Kanoussi, Paola Ruggeri et Cinzia Vismara, vol. II, 817-23. Rome: Carocci editore, 2000.
- Trevisan Semi, Emanuela T. "Entre lieux de mémoire et lieux de l'oubli au Maroc: quelle politique et quels acteurs pour la mémoire juive?." *Ethnologies* 39/2 (2017): 69-80.
- Tarradell, Miguel. *Historia de Marruecos: Marruecos púnico*. Tetuan: Cremades, 1960.
- Vallat, Jean-Pierre (ed.). *Le patrimoine marocain: Figuig, une oasis au cœur des cultures*. Paris: L'Harmattan, 2014.
- White, Nancy Mary, Brent R. Weisman, Robert H. Tykot, Christian Wells E., Karla L. Davis-Salazar, John W. Arthur & Kathryn Weedman. "Academic Archaeology is Public Archaeology." *The SAA Archaeological Record* (2004): 26-9.

العنوان: من علم الآثار إلى الخبرة التراثية: حوارات وسوء تفاهم حول مشروع جرد وحماية تراث واحة فجيح في المغرب

ملخص: تتناول هذه المقالة مشروعاً أركيولوجياً وجرداً للتراث أقيماً في واحة فجيح بالمغرب، بناءً على تجربتنا الخاصة وأرشيفات البعثة وقراءة اجتماعية-تاريخية لعلم الآثار المغربي. هذا البرنامج، الذي ينفذه باحثون فرنسيون ومغاربة منذ عام 2006، بدعم من بلدية فجيح والمجتمع المدني، يتمتع بجميع خصائص "علم الآثار الجديد": اجتماعياً، تعاونياً وتطبيقياً والذي، جنباً إلى جنب مع البرامج العلمية، قام بالعديد من المبادرات لتثمين التراث الأثري. على الرغم من الطبيعة المتأخرة والهامشية للحفريات التي أجريت في فجيح، يصف المقال الطريقة التي يُمارس بها علم الآثار، اليوم، في المغرب والتي لا تخلو من صعوبات بما في ذلك محدودية الموارد والدعم العام النسبي وتفضيل عدد قليل من البرامج والمواقع الكبيرة على حساب العديد من المواقع الأخرى. ويبدو أن علم الآثار في المغرب يظل وريثاً لتقليد طويل تم تأسيسه في وقت الحماية وفي نفس الوقت، لثمار تنمية محلية ووطنية مكنته من تجديد نفسه. على الأرض، يجتمع ممثلون من ثقافات مختلفة وتنوع علاقتهم بالآثار ويمكن أن يكون ذلك مصدرًا لسوء تفاهم وخلافات. في نهاية المطاف، يبدو أن القضية التي تواجه علم الآثار المغربي ليست الهروب من خطر تسخيرها بقدر ما هي تدريب جيل من الباحثين على دراية بأفاق الانتظار هذه، وقادر على الحوار مع أشكال أخرى من الخبرة.

الكلمات المفتاحية: ممارسات أثرية، سياسات تراثية، الصلات بالأطلال، خلافات أثرية، مشاريع تشاركية.

Titre: De l'archéologie à l'expertise patrimoniale: Dialogues et incompréhensions autour du projet d'inventaire et de sauvegarde des patrimoines de l'oasis de Figuig au Maroc

Résumé: Le présent article rend compte de la conduite d'un chantier archéologique et d'inventaire patrimonial dans l'oasis de Figuig au Maroc, à partir de notre propre expérience de direction du chantier, des archives de la mission et d'une lecture socio-historique de l'archéologie marocaine. Ce programme, porté depuis 2006 par des chercheurs français et marocains, avec le soutien de la municipalité de Figuig et du secteur associatif, a toutes les caractéristiques de la "nouvelle archéologie": sociale, collaborative et appliquée, où à côté des programmes scientifiques, sont déployées diverses actions participant à la mise en valeur du patrimoine archéologique. Malgré le caractère tardif et périphérique des fouilles menées à Figuig, l'article montre comment ce chantier donne à voir la manière dont l'archéologie se pratique, aujourd'hui, et non sans difficultés, au Maroc. Avec de faibles moyens, et un soutien public relatif, privilégiant quelques grands programmes et sites au détriment de tant d'autres, l'archéologie au Maroc est à la fois héritière d'une longue tradition instaurée à l'époque des Protectorats, et le fruit d'un développement local et national qui lui a permis de se renouveler. Sur le terrain, se côtoient des acteurs aux cultures multiples, dont le rapport aux ruines varie et peut être source d'incompréhensions et de conflits. *In fine*, il semblerait que l'enjeu auquel l'archéologie marocaine se voit confrontée n'est pas tant d'échapper aux diverses instrumentalisation dont elle peut faire l'objet que de former une génération de chercheurs conscients de ces horizons d'attente, et à même de dialoguer avec d'autres formes d'expertise.

Mots-clés: Pratiques archéologiques, politiques patrimoniales, rapports aux ruines, conflits patrimoniaux, projets collaboratifs.